

Pourquoi la crise financière, comment s'en sortir ?

Édition du 4 février 2012



Morceaux choisis, par Didier MINOT

6 euros

Pourquoi ce petit fascicule ?

Ce fascicule est né d'un cadeau de Noël fait par Didier Minot à ses enfants et aux plus grands de ces petits-enfants. La première version de ce texte, qui a vite circulé, a montré qu'il correspondait un grand besoin pour l'éducation citoyenne.

Il apparaît opportun en effet de donner à **comprendre la crise financière** en rassemblant **des extraits de quelques textes parmi les plus éclairants, est en les simplifiant** pour les rendre plus accessibles à des non spécialistes.

L'objectif est de permettre au lecteur de mieux comprendre les événements que nous vivons, prendre conscience de la folie collective qui s'est développée à l'échelle mondiale, afin d'entrevoir les solutions qui existent et pouvoir agir collectivement. Il n'y a pas de fatalité, nous pouvons trouver l'énergie pour agir.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à Michel Husson, François Morin, Gaël Giraud, Jean Gadrey, Paul Jorion, Samir Amin, Pierre Khalfa, Jean Louis Buchet, Patrick Saurin, à qui nous avons volé de larges extraits des textes cités en référence. Nous avons également puisé dans les dossiers de Politis, Alter éco, Lignes d'ATTAC, et de la Fondation Copernic. **Que tous soient ici remerciés.**

Un texte inachevé

En l'état, ce texte est inachevé : d'une part l'actualité apporte tous les jours des éléments nouveaux, d'autre part les solutions à la crise financière ne sont pas seulement financières. Ce document n'intègre pas les récents développements de la campagne électorale, notamment les déclarations de François Hollande « contre son ennemi, la finance », ni les déclarations des autres candidats. L'objectif ici est également de donner des clés pour mieux lire la campagne.

En outre, cette analyse se limite volontairement à la crise financière, mais la crise est également écologique, sociale, culturel et démocratique. Or, comme il est dit en conclusion, **il n'y a pas de solutions purement financières à la crise financière**. La crise de 1929 aux États-Unis n'a pas été vraiment résolue par le New Deal. C'est la 2e guerre mondiale qui a relancé l'économie. Aujourd'hui, le risque est grand de vouloir relancer l'économie par la guerre. Certains s'y emploient déjà.

Notre conviction est que éviter la guerre, une révolution écologique et éducative est nécessaire. Elle seule permettra de sortir de la surproduction grâce à un développement différent, avec la participation de tous et un changements de comportements et d'habitus qui nécessitent une révolution écologique, un nouveau pacte éducatif. . Sinon le chaos ne fait que commencer

Ce texte de travail aura sans doute d'autres versions. Vos contributions seront les bienvenus pour nous aider dans ce travail d'éducation populaire.

Première partie : éléments pour comprendre

Le capitalisme s'est reproduit durant les deux décennies précédant la crise en accumulant une montagne de dettes. Pour éviter l'effondrement du système, les Etats ont repris à leur compte l'essentiel de ces dettes qui, de privées, sont devenues publiques. Leur projet est dorénavant de présenter la facture aux citoyens sous forme de coupes budgétaires, d'augmentation des impôts les plus injustes et de gel des salaires. En résumé, la majorité de la population (travailleurs et retraités) doit assurer la réalisation de profits fictifs accumulés durant de longues années¹.

¹ Michel Husson, « Euro, en sortir ou pas ? » juillet 2011

1 Historique de la crise financière

L'accélération du rythme des crises

Pour comprendre l'agenda des crises, il faut d'abord expliquer qu'entre 1945 et le milieu des années 1970 il n'y a eu aucune crise financière dans le monde. Les premières crises éclatent sous l'effet de la dérégulation, des chocs pétroliers et du poids de la dette dans certains pays du tiers-monde.

Une rupture a eu lieu au milieu des années 1990 avec la globalisation du système monétaire et financier à l'échelle internationale, rendue possible par les progrès de l'informatique. Les différents marchés sont alors interconnectés dans les salles de marché des plus grandes banques.

Les crises touchent progressivement le système monétaire et financier des pays les plus développés, d'abord en 1992 et 1993, avec la crise du système monétaire européen (SME) vous. En 1992, la livre sterling sort du SME, et Georges Soros fête son milliard de dollars gagné en une nuit.

Ensuite, la crise mexicaine en 1994, puis celle des pays asiatiques en 1996 et 1997 sont suivies par la crise financière russe en 1998, suivie par d'autres au Brésil, en Argentine au début des années 2000 et en Turquie.

Parallèlement, une bulle spéculative sur des secteurs liés à l'informatique et aux télécommunications, la bulle Internet, commence à se former en 1996 et éclate au début des années 2000.

Les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis entraînent une importante récession et des plans de relance avec des taux d'intérêt très bas. À cette époque, on entre dans le début de la formation de la bulle spéculative immobilière aux États-Unis, qui explose fin 2006 et abouti à la crise financière de 2007 et 2008. Celle-ci n'est pas réellement résolue et débouche sur une nouvelle crise dans laquelle nous sommes actuellement².

² François Morin. L'accélération du rythme des crises. Politis 22 décembre 2011

La dérégulation et le néolibéralisme triomphants depuis les années 80

Les crises suivent le mouvement de dérégulation de la sphère financière qui suscite la création de produits dérivés. Mais qu'entend-on par dérégulation ?

Après la 2e guerre mondiale, et jusque dans les années 70, la France dans une économie de dimension nationale, a connu comme beaucoup d'autres pays un régime de capitalisme régulé. L'activité économique était encadrée par des règles limitatives, la part des profits dans la valeur ajoutée était relativement stable, les inégalités de revenus avaient tendance à reculer. L'État était un acteur important de l'activité à travers ses investissements, les services publics et les entreprises nationalisées, des mécanismes de prévision et de concertation des partenaires sociaux construisait un compromis social, des politiques publiques ont été mises en place pour préparer l'avenir et respecter les grands équilibres (équipement, politique industrielle, aménagement du territoire, éducation, jeunesse, culture, etc...). Mais cela s'est accompagné d'une baisse des taux de profits et d'un accroissement considérable des émissions de CO₂.³

La dérégulation est une politique menée par les néolibéraux depuis les années 1970. Son objectif est de diminuer la réglementation « pesant sur les agents économiques ». La théorie de l'École de Chicago, qui est à la base de ce mouvement, estime que les marchés sont rationnels et efficaces, c'est-à-dire sont les plus à même de diriger l'économie.

Le néolibéralisme s'est imposé dans les années 80 au niveau mondial sous la pression des États-Unis et de l'Angleterre (Thatcher et Reagan). L'Union européenne a constitué un puissant relais de cette orientation, en inscrivant dans le traité de Maastricht et de Lisbonne les principales dispositions qui assurent la prééminence de la puissance économique sur la volonté des citoyens.

La vision de l'homme sous-jacente est que la société est composée d'individus atomisés, chacun prenant des décisions rationnelles dans tous les domaines de sa vie sociale, culturelles et même privées en fonction de son seul intérêt. L'ambition des théoriciens est de constituer un homme nouveau, un « homo economicus » qui agit dans ce sens. Les récentes réformes du système d'éducation sont inspirées par cette vision.

³ pour plus de précision voir Michel Husson <http://hussonet.free.fr/courblib.pdf>

Les mécanismes de la création monétaire.

L'économie a besoin de la monnaie pour faciliter les échanges. La quantité de monnaie nécessaire est fonction de la richesse du pays. Quand l'économie est en croissance, il faut augmenter la quantité de monnaie en circulation, ni trop ni trop peu :

- Si on émet trop de monnaie par rapport à la richesse produite, la valeur de la monnaie baisse (le prix des produits augmente, d'où une inflation).
- si on émet trop peu de monnaie par rapport à la richesse, cela sera favorable aux détenteurs de capital, le taux d'intérêt de l'argent va augmenter et les prix vont avoir tendance à diminuer.

Classiquement, la création de monnaie appartient à l'État (« Le roi peut battre monnaie »), ou à une banque centrale contrôlée par l'État qui émet de la monnaie nouvelle et en retire selon sa politique monétaire.

Mais il existe une 2e source de création de monnaie, liée à l'attribution de crédits par les banques privées. On croit souvent que les banques prêtent l'argent qui a été déposé dans leurs caisses. Il n'en est rien. Quand une banque attribue un crédit, par exemple pour un achat immobilier, elle est autorisée à émettre un chèque correspondant au montant total du prêt, sans pour autant disposer de l'argent dans ses caisses. Cela correspond à une création de monnaie, qui sera détruite au fur et à mesure des remboursements de l'emprunteur au fil des années. La banque est simplement tenue de disposer dans ses coffres de 10 % des sommes qu'elle prête. Il peut s'agir d'argent liquide, d'or, de valeurs boursières⁴.

Jusqu'en 1973, l'État français finançait son déficit en empruntant sans intérêt auprès de la Banque de France. En 1973, **Georges Pompidou a décidé d'interdire cette pratique et d'obliger l'État à se financer sur les marchés financiers**, en émettant des obligations porteuses d'intérêt.

En 1971, le dollar a cessé d'être convertible en or. Cela entraîne dès 1973 des taux de change flottants. Il n'y a plus de stabilité dans les relations entre les monnaies. Cela est grave pour les entreprises, puisque les ventes qu'elles pensaient réaliser peuvent se transformer en perte sous l'effet des variations de taux de change. On assiste donc à un développement important des marchés à terme (voir page suivante).

⁴ La création monétaire en 10 minutes <http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzcLYRs>

Conséquences :

le développement de la dette publique et la création de vastes marchés obligataires

Les intérêts payés aux banques représentent des montants considérables, puisqu'il faut perpétuellement payer des intérêts sur l'argent nécessaire pour faire fonctionner l'économie. **Quand on fait le total des intérêts payés par l'État français depuis 1973, on obtient le total de 1400 milliards d'euros. Pendant la même période, la dette publique a augmenté de 1350 milliards⁵.**

Bien sûr, la dette publique ne dépend pas uniquement des intérêts versés, mais aussi de la politique menée par chacun des états, tant au niveau des dépenses publiques que des recettes. Par exemple, au cours des 5 dernières années, les décisions prises par le gouvernement Sarkozy se sont traduites par 500 milliards de baisses des rentrées fiscales, qui ont constitué une part essentielle de l'accroissement de la dette publique durant cette période.

Le mouvement de dérégulation s'est développé dans tous les pays dans les années 80 : on a exigé des États qu'ils aillent refinancer leurs dettes sur les marchés obligataires. Les banques sont ainsi les pourvoyeurs de crédits d'État, des ménages et des entreprises, ce qui représente des masses de crédits très importantes.

On a ainsi créé au niveau mondial de vastes marchés où se forment librement les taux d'intérêt, qui ne sont plus dans la main des autorités monétaires. Cette déréglementation s'est faite au profit des grandes banques et des institutions financières.

⁵ Source : vidéo : comprendre la dette publique en 10 minutes <http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzCLYRs> . Cette vidéo est très pédagogique. Elle a fait le tour du net. Mais elle pêche par insuffisance. Pour en voir les limites, voir le débat lancé par arrêt sur images <http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=12205>

La dérégulation des années 70 suscite le développement des marchés à terme et des produits dérivés⁶

Marchés à terme

Quand un acheteur achète du blé sur pied 6 mois avant la récolte, il peut s'entendre avec le vendeur sur un prix convenu. Si au moment où le blé est livré le prix est supérieur, l'acheteur a gagné la différence (et le vendeur a perdu la même somme). Pour s'assurer contre cet aléa on peut souscrire un contrat d'assurance.

Les marchés à terme⁷ et les assurances contre les aléas des marchés sont nécessaires à l'économie réelle. Mais ces assurances changent de nature quand elles deviennent négociables.

Produits dérivés

On appelle produit dérivé un contrat d'assurance négociable, défini en fonction des variations de prix d'un « actif sous-jacent » (action, obligation, taux de change, prix d'une matière première, indice boursier, taux d'intérêt). Exemple : un producteur de chocolat vend son produit à un prix fixe toute l'année. Pour se prémunir contre les variations du prix du sucre, il achète au premier janvier des options d'achat pour chacun des mois de l'année.

Les produits dérivés sont devenus des outils de spéculation quand on a permis de s'assurer plusieurs fois pour le même risque, puis supprimé l'obligation de détenir le produit qu'on assure. Ils deviennent alors des paris sur la hausse ou la baisse des actions, des obligations, des matières premières ou de n'importe quoi.

On assiste dans les années 80 et 90 à une croissance exponentielle du marché des produits dérivés. Aujourd'hui, les ventes à terme et celles des produits dérivés représentent 99 % des transactions.

On peut faire des profits très importants en pariant sur des catastrophes, à condition d'avoir la bonne information avant les autres (voir plus loin). Plus grave encore, l'acheteur ou le vendeur peut avoir intérêt à manipuler ou

⁶ François Morin, Politis 22 décembre 2011

⁷ Marché à terme :.

mener des opérations frauduleuses pour faire monter ou descendre le prix du produit dans le sens qu'il souhaite.

Pour prendre une image, c'est un peu comme si vous pouviez prendre une assurance sur la maison du voisin, puis y mettre le feu pour toucher la prime.

Ces produits dérivés prennent une place considérable dans les transactions financières sur des marchés colossaux. Les acteurs en sont les assurances, les banques, les grands investisseurs institutionnels, essentiellement anglo-saxons, qui gèrent des fonds de retraite par capitalisation (fonds de pension), des fonds spéculatifs (hedge funds), qui prennent des risques avec des rentabilités absolument extraordinaires⁸.

Ceci est une description très simplifiée de la gamme des produits dérivés, car l'imagination des financiers n'a pas de limites. Pour en savoir plus, on peut consulter sur Wikipédia (taper produit dériver financiers sur Google) http://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_d%C3%A9riv%C3%A9_financier

⁸ François Morin. L'accélération du rythme des crises. Politis 22 décembre 2011

Première étape de la crise actuelle : la bulle des prêts immobiliers américains

Venons-en à l'explication de la crise actuelle. L'origine de la crise financière qui éclate en 2007 aux Etats-Unis se trouve dans l'évolution du marché hypothécaire américain (le crédit immobilier qui repose sur l'hypothèque de la maison) notamment celui des subprimes (prêts immobiliers à risque accordés à des ménages « pauvres »).

Après les événements du 11 septembre et l'éclatement de la bulle internet en 2001, les États-Unis ont connu un début de récession. La Banque Centrale Américaine a énormément poussé au redémarrage de l'économie par le crédit, et notamment par un développement massif du crédit hypothécaire. De 2000 à 2007, les prix immobiliers ont augmenté chaque année de 15%. On a accordé des prêts de plus en plus nombreux, à un nombre croissant de ménages, sans véritablement vérifier leur solvabilité. Pourquoi ? Parce que les crédits accordés étaient gagés sur les maisons qu'achetaient les ménages. On allait voir un ménage en lui disant: « Vous n'êtes pas propriétaire mais vous pouvez acheter votre maison, on vous prête la totalité du capital. Dans trois ans, il faudra commencer à rembourser votre prêt, mais ce ne sera pas grave : votre maison vaudra beaucoup plus, on vous fera un deuxième prêt pour vous permettre de rembourser votre premier prêt, gagé sur votre maison, qui entre-temps aura pris de la valeur. On vous fera donc un prêt plus important. Et vous allez pouvoir payer continuellement vos dettes, grâce à l'augmentation indéfinie de la valeur de votre maison. ».

On a empilé des dettes les unes sur les autres, en promettant aux ménages qu'ils n'auraient jamais de souci pour rembourser. De plus, on a imposé aux ménages pauvres des taux d'intérêt exorbitants : 15%, 20%, 30% à travers des contrats de 25 pages, pour des personnes illettrées, pauvres, prises à la gorge, parfois déjà surendettées.

Il s'est alors formé une énorme bulle du marché immobilier américain pauvre, qui a gonflé démesurément⁹.

⁹ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

La crise des subprimes en 2006

La **crise des subprimes** s'est déclenchée au deuxième semestre 2006. En 2005/2006, la Banque Centrale américaine commence à repérer une petite poussée inflationniste aux Etats-Unis, et augmente le taux d'intérêt des crédits. A ce moment, le marché immobilier américain se retourne. Le prix des maisons, au lieu de continuer à gagner 15% tous les ans, commence à baisser. De ce fait, en 2007, trois millions de ménages américains pauvres, surendettés, se retrouvent à devoir payer des dettes colossales. Les ménages se retournent vers les institutions de crédit qui leur avaient promis que « *l'on pourrait toujours leur accorder de nouveaux prêts pour rembourser leurs dettes* », et celles-ci leur disent maintenant : « *la valeur de votre maison diminue, on ne peut plus vous accorder de prêts. Ce n'est plus possible* ». Les premiers ménages se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. Mais ils sont tellement nombreux à faire faillite que des institutions de crédit font faillite à leur tour¹⁰.

Révélee en février 2007 par les pertes enregistrées passées par la banque HSBC, elle s'est transformée en crise ouverte lorsque les adjudications périodiques (ventes aux enchères descendantes des titres) n'ont pas trouvé preneurs en juillet 2007. Cela signifie que plus aucun investisseur ne voulait acheter de subprimes, même pour 5 centimes.

Les institutions financières se sont retrouvées prises au piège des règles comptables qu'elles avaient elles-mêmes édictées. Depuis les années 80, on comptabilise les actifs à leur valeur de marché et non leur valeur d'achat. On avait donc inscrit pour des montants très optimistes les valeurs immobilières dans le bilan des banques. Du jour au lendemain, il a fallu les comptabiliser à une valeur proche de zéro. En même temps, les détenteurs ne pouvaient plus liquider leurs créances. La défiance s'est donc installée envers les créances titrisées (voir la définition page suivante) des crédits *subprime*, puis envers les fonds d'investissement, les organismes de placements collectifs de valeurs mobilières (dont les SICAV monétaires) et envers le système bancaire susceptible de détenir ces dérivés de crédits (ou produits dérivés).

¹⁰ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Les États-Unis vivent à crédit depuis 30 ans

Les ménages pauvres américains se sont laissés entraîner dans une spirale de surendettement à laquelle ils n'auraient jamais dû céder ? La question à poser est : avaient-ils vraiment les moyens intellectuels, sociaux, culturels, de résister ?

Aux États-Unis, on peut recevoir une carte de crédit dans sa boîte aux lettres et retirer plus de 10.000 \$ sans rien payer. On doit les rembourser trois ans après avec des taux d'intérêt exorbitants. C'est écrit en note de bas de page, en petits caractères, dans le contrat qui accompagne la carte de crédit...). Pour un ménage pauvre qui a du mal à terminer ses mois, il est vraiment très difficile de résister, étant donnée la pression à la consommation existant aux États-Unis. Beaucoup ont cédé. Les institutions de crédit ont une très forte responsabilité pour avoir accordé des prêts sans s'inquiéter de la solvabilité des ménages. Certaines d'entre elles ont même surévalué volontairement les maisons à 110% de leur valeur réelle afin de pouvoir accorder des crédits plus importants. De ce fait, la montagne de dette accumulée était très importante (2.500 mds de \$) et le retournement a été très rapide.

On peut se poser deux questions :

« Pourquoi ces institutions de crédit ont-elles été aussi « pousse au crime ? »

« Pourquoi cette crise locale, qui aurait pu rester circonscrite aux États-Unis, s'est-elle répandue sur la totalité de la planète ? »

La réponse se trouve dans un phénomène qui s'appelle la titrisation.

L'extension de la crise : titrisations et millefeuilles...

La crise s'est propagée par ce que les prêts consentis par les banques avaient été transformés en « titres » et revendus plusieurs fois, par paquets rassemblant plusieurs milliers de prêts, redécoupée en petits morceaux. À travers la titrisation une banque transforme des milliers de créances qu'elle détient en un produit financier unique qu'elle peut revendre sur un marché. Il n'est plus possible d'apprécier le risque réel de ces créances. Il faut faire confiance au vendeur.

Ces titres étaient très attractifs pour les acheteurs car il portait une rentabilité élevée (10 % ou 20 % par an). Mais les vendeurs se gardaient bien de souligner le risque correspondant à des taux d'intérêt quasi usuraires liés à la presque insolvabilité des emprunteurs.

Un exemple

« Supposez par exemple que j'ai fait un prêt à Olivier. Je ne me soucie pas de savoir s'il est solvable. Je lui fais un prêt colossal Et le lendemain même, je transforme la créance que j'ai sur Olivier en des actifs financiers que je vais revendre à une autre personne. Je vais dire à cette dernière : « Ecoutez, c'est une affaire en or, elle vous rapporte 20% en taux d'intérêt ». Evidemment je me garde bien de lui dire qu'Olivier n'est pas solvable.

Lors de la titrisation, les banques ont sollicité les agences de notation en leur demandant de mettre une bonne note sur ces titres et en les payant pour cela. Les agences de notation n'ont pas vérifié la solvabilité des emprunteurs et ont garanti les subprimes en AAA. Avec cette caution, ces obligations ont été revendues plusieurs fois et en définitive se sont retrouvées dans les fonds d'investissement des grandes banques en Angleterre, en France, en Allemagne, en Suisse, en Espagne, et même en Chine, au Japon ..

Dans un climat où le défaut de paiement n'était pas envisagé l'argument marketing, vis-à-vis des épargnants, de SICAV ou de fonds d'investissement à rentabilité élevée était déterminant. À chaque fois l'intermédiaire gagnait une petite commission et tout le monde y trouvait son compte.

Au moment où l'immobilier se retourne, la chaîne de domino des faillites se transmet sur toute la chaîne de transmission des actifs titrisés¹¹

¹¹ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Les millefeuilles ou CDO¹²

Les choses ont été rendues **encore plus compliquées** par un deuxième procédé qu'on pourrait qualifier de « millefeuille ». En quoi consiste-t-il ?

La banque regroupe des titres qu'elle détient en rassemblant dans un même titre CDO des paquets de titres de natures diverses (immobilier, matières premières, industrie, etc.), certaines solvables avec des taux d'intérêt raisonnable, d'autres douteuses, avec des taux d'intérêt très élevés. Au total, le taux d'intérêt pondéré est très attractif. Les créances les plus sérieuses sont mises en avant, les créances douteuses tout au fond. « Comme dans les millefeuilles, la crème est à la surface ».

Les titres sont proposés aux acheteurs avec la garantie des agences de notation, à qui on a demandé de les noter. Les arguments marketing : « *Regardez ce millefeuille, regardez sa surface... Ça rapporte beaucoup et c'est noté triple A par les agences de notation. Ce qui est au fond est parfois un peu dangereux mais rapporte tellement, et il n'y a aucun risque que la totalité du millefeuille fasse faillite en même temps. Ça n'arrive jamais.* » Et donc, l'acheteur achète.

En insérant les créances douteuses dans un vaste ensemble, on rend encore plus compliquée l'évaluation de la dangerosité de l'ensemble. En cas de crise de confiance, le problème posé n'est plus seulement la faillite éventuelle du fond du millefeuille, mais celui l'effet domino sur la totalité du millefeuille. On a ensuite inventé des CDO au carré¹³, c'est-à-dire des millefeuilles de millefeuilles, encore plus compliqués, encore plus opaques¹⁴.

¹² CDO : Collateralized Debt Obligation. C'est un produit financier sous forme de tranches classées par ordre (junior, mezzanine, senior) émises par un véhicule (une SPV) adossés à des actifs (des prêts ou des titres). Les investisseurs achètent une tranche suivant leur degré d'aversion au risque. Plus le portefeuille est risqué, plus le rendement est élevé. Naturellement, le problème est la mesure du risque.

¹³ Un CDO au carré est un millefeuille de millefeuilles. Au début de l'année 2007, certains financiers envisageaient de créer des CDO au cube ... Heureusement, la crise les en a dissuadés

¹⁴ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

2e étape de la crise : fin 2008, la faillite de Lehman Brothers et l'assèchement du crédit

La deuxième étape de la crise a été la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008. Lehman Brothers était l'une des cinq plus grandes banques du monde. Depuis 2007, la banque masquait son endettement dû aux subprimes. On se rend alors compte que les autorités américaines ne sont pas prêtes à sauver toutes les banques. Un vent de panique terrible souffle alors dans les salles de marché des banques car elles se disent toutes: « Si Lehman n'est pas à l'abri, nous ne le sommes pas non plus. » On assiste alors à un assèchement très, très brutal du marché financier. Les banques cessent de se prêter les unes aux autres, ni entre elles ni aux autres, tellement elles sont tétanisées par la crise. Elle cesse également de prêter de l'argent aux acteurs économiques alors que c'est leur première mission.

Les banques centrales aux Etats-Unis, en Europe, en Angleterre, en Suisse, au Japon doivent intervenir de manière massive et injectent des quantités énormes d'argent (on dit de liquidités) pour permettre au marché de continuer à fonctionner, parce que les banques elles-mêmes ne prêtent plus.

Pourquoi la faillite de Lehman Brothers a-t-elle eu l'effet cataclysmique que nous avons connu ? Parce que de nombreux opérateurs financiers, y compris les banques, avaient parié sur le maintien de Lehman Brothers en apportant une garantie à d'autres qui avaient parié sur la défaillance de la banque. L'instrument de ces paris s'appelle un CDS. Il est nécessaire de faire un petit détour pour expliquer ce qu'est un CDS.¹⁵

¹⁵ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Qu'est-ce qu'un CDS ?

Les CDS (Credit Default Swap) en français « couverture de défaillance » sont des contrats d'assurance sur des institutions ou des personnes. Celui qui s'assure paye une prime à l'assureur, et celui-ci, en échange, s'engage à compenser l'assuré pour toute dépréciation que pourrait subir le produit assuré.

Avec les CDS, on peut se sur-assurer, par exemple s'assurer quinze fois sur la même institution. Si elle fait faillite, on touche quinze fois la prime d'assurance. Mais, encore plus grave, le détenteur d'un CDS ne doit pas être nécessairement propriétaire de l'objet assuré.

Le CDS est un pur pari. On peut l'échanger sur des marchés appelés « de gré à gré », c'est-à-dire des marchés assez opaques sur lesquels aucune autorité n'a la moindre visibilité. Cette opération n'est pas centralisée par une organisation centrale, qu'on appelle une **chambre de compensation**, qui centralise les offres et les demandes et qui vérifie que tout se passe honnêtement. Il n'y a aucune visibilité sur le « marché de gré à gré ».

Elle ouvre la voie à toutes les manipulations¹⁶. On peut s'assurer contre un risque qu'on va s'attacher ensuite à faire advenir. Georges Papandréou a dit que les produits dérivés permettent de prendre une assurance sur la maison du voisin, puis d'y mettre le feu.

C'est comme si le chirurgien avait la possibilité, à mon insu, de devenir le bénéficiaire de mon assurance-vie. Si l'opération réussit, je dois le payer. Si l'opération échoue, il touche mon assurance-vie.

Lorsque Lehman Brothers a fait faillite en septembre 2008, on s'est rendu compte avec grand étonnement que la dette de Lehman avait été assurée par cinquante fois par des CDS. C'est la raison pour laquelle la faillite de Lehman a eu des effets cataclysmiques. La planète a dû rembourser cinquante fois ceux qui avaient souscrit des assurances sur Lehman, lesquels ont fait fortune en peu de temps.

Le problème global, c'est celui de l'utilisation des CDS à l'insu des institutions sur lesquelles ils portent. Les CDS permettent de prendre n'importe quel risque, on est toujours couvert, et en un certain sens, on gagne à tous les coups.

¹⁶ Source : Gaël Giraud, CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Goldman Sachs et CIT : comment les institutions financières dominantes manipulent les marchés

Prenons un exemple, celui de la banque CIT, qui était une grande banque américaine de prêt auprès des PME. Pour la vie du tissu économique américain, c'était une banque cruciale. CIT s'est retrouvée prise dans la tourmente des subprimes en 2008. Elle a été obligée d'emprunter beaucoup.

Pour emprunter, CIT s'est retournée vers la banque Goldman Sachs, à tel point qu'à l'été 2009, CIT se retrouve à devoir un milliard de dollars à Goldman Sachs, ce qui est évidemment une somme colossale, même pour une banque comme CIT. Or CIT ne les a pas. Elle envoie ses meilleurs avocats pour négocier avec les juristes de Goldman Sachs, en se disant : « Ce n'est certainement pas dans l'intérêt de Goldman que nous fassions faillite, ils feraient une perte sèche d'un milliard »

Mais – ô surprise !- les juristes de Goldman Sachs sont intraitables et CIT fait faillite. Alors, les limiers de CIT essayent de comprendre : pourquoi Goldman a-t-elle été si dure à la négociation? Ils se rendent compte qu'une année plutôt, en 2008, au moment où Goldman avait prêté de l'argent à CIT, Goldman avait parié contre CIT en achetant des contrats CDS, sur le marché de gré à gré. Goldman gagnait plus d'argent si CIT faisait faillite que si CIT remboursait sa dette. Goldman Sachs a gagné plus d'un milliard grâce à la faillite de CIT¹⁷.

Il était sans doute légitime que Goldman Sachs s'assure contre le risque qu'elle prenait. Mais en s'assurant plusieurs fois, elle devenait bénéficiaire si son client faisait faillite.

Précisons que tout cela est absolument légal. Et les banquiers estiment que cela est tout à fait légitime. « Prêter de l'argent revient à courir un risque, et c'est normal qu'on se protège. On se couvre donc en achetant de l'assurance sur ce risque ». Ils omettent de dire qu'ils s'assurent contre les risques qu'ils ne courent pas¹⁸.

¹⁷ Source : Gaël Giraud, sj. CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

¹⁸ Gaël Giraud. CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Le rôle des agences de notation¹⁹.

Les agences de notation mesurent des niveaux de risque financiers pris non pas par les « investisseurs » comme on voudrait le faire croire, mais essentiellement par des spéculateurs (« les marchés »). Elle renseigne ces derniers, tant bien que mal, et souvent mal, sur des risques liés aux 95 % de transaction qui ne correspond ni à des biens et services réels ni à des investissements de long terme dans la production. Les agences de notation sont payées par les banques et les investisseurs pour recevoir les notations. Elles n'en sont donc pas indépendantes.

Même pour ces investisseurs-spéculateurs, les agences de notation ont par le passé rendu de bien mauvais services en donnant des notes « à la tête du client » (leurs clients) : quelques semaines avant leur chute, Enron, comme Lehman Brothers était notée AAA. Comme les subprimes.

Les notes sont des symboles qui ont une réelle influence sur les décisions de société dominée par la finance spéculative. Elles sont dictées par une vision étroitement néolibérale de l'économie, ce qui les conduit à sous-estimer le travail d'investissement à long terme que peut faire un État ou une entreprise pour ne considérer que les évolutions à court terme. C'est en ce sens qu'elles constituent « des thermomètres qui rendent malades » (Patrick Viveret).

D'où vient l'influence des agences de notation ? Des décisions prises dans le cadre des accords de Bâle qui impose aux États de tenir compte des notes attribuées dans la gestion de leurs propres créances. On a ainsi donné à des organismes privés, des prérogatives exorbitantes de puissance publique.

Mais si l'on supprimait les agences de notation, cela n'aurait probablement qu'une influence minimale sur la dictature actuelle des marchés financiers. Ces derniers produiraient vite d'autres agents pour exprimer leur propre croyance. Réguler les agences, c'est tenter de trouver de meilleurs thermomètres au service des mêmes appétits spéculatifs. Une seule mesure suffirait pour en finir avec la dictature des agences de notation : que la banque centrale européenne prête à taux zéro aux états qui se trouvent en difficulté (voir plus loin).

¹⁹ d'après Jean Gadrey sur son blog. [Voir http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/01/22/aaa-un-thermometre-de-la-%C2%AB-societe-des-marches-%C2%BB/](http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/01/22/aaa-un-thermometre-de-la-%C2%AB-societe-des-marches-%C2%BB/)

2 Comment les banques ont entraîné les États dans leur chute

Le sauvetage du secteur bancaire en 2007 2008

Un sauvetage sans conditions

Le secteur bancaire s'est effondré au niveau mondial d'août 2007 à octobre 2008, tarissant les sources de financement des entreprises et des ménages et provoquant une récession à l'échelle de la planète.

Les gouvernements ont injecté des masses d'argent considérables pour renflouer les banques et autres institutions financières menacées de faillite. Au niveau de l'Europe, cette aide représente 589 milliards d'euros de 2008 à 2009, soit 5,4 % du PIB, avec des différences importantes selon les pays.

Au lieu de reprendre en main ce secteur bancaire par sa nationalisation immédiate, les États ont procuré aux banques suffisamment d'argent pour compenser les crédits défaillants et leur permettre d'échapper à l'insolvabilité, ou tout au moins en apparence. Ils ont pris en gage des produits financiers dépréciés et ont offert en contrepartie des fonds d'un montant proche de leur prix d'achat initial, en n'exigeant de l'emprunteur qu'un taux d'intérêt proche de zéro.

Les banques ont accru leurs profits

Mais les banques ont utilisé ces fonds pour acheter des dettes d'État d'un rendement plus élevé, prêter l'argent reçu à des taux beaucoup plus élevés, allant même redéposer ces fonds auprès de leur banque centrale. Elles ont ainsi empoché la différence entre le taux proche de zéro auquel on leur avait prêté et la rémunération qu'elles obtenaient pour les prêter à nouveau.

Elles se sont ensuite retournées contre les États pour exiger des taux d'intérêt beaucoup plus élevés

Les États étaient en réalité complices de ces manoeuvres : par ce moyen, ils offraient à leurs banques commerciales une machine à créer de l'argent pour leur permettre de se refaire une santé.

Le danger ne devint évident qu'en 2010. Lorsque l'accroissement de la dette des États causés par le sauvetage des banques de croître pour eux le coût de leurs emprunts, les prêteurs (les mêmes banques) augmentèrent la prime incluse dans les taux d'intérêt réclamé pour « couvrir le risque croissant de remboursement ». **Grâce à la complicité des agences de notation**, elles font payer aux états un risque qu'elles ne courent pas puisqu'en cas de faillite, elles seront renflouées par les États. Il y aurait moyen de négocier !

Comment les banques ont entraîné les États dans leur chute

En 2010, on s'aperçut alors que le secteur bancaire avait entraîné des États dans sa chute. Les États s'étaient beaucoup trop endettés. Les dépenses entraînées par un système fondé essentiellement sur le crédit avaient depuis 10 ans été excessives. Les profits et les dépenses de la population avaient été maintenus artificiellement par le crédit à un niveau supérieur à la richesse produite. De plus, en raison de la récession, les entrées étaient bien entendues en baisse. Les banques étaient tombées. Les États s'étaient portés à leur secours et avaient sombré à leur tour.

En 2009, institutions financières dominantes ont réussi le tour de force de ne pas être rendues responsables de la situation qu'ils avaient créée (responsabilité partagée avec les gouvernements et avec l'Europe). Elles ne sont pas non apparues comme responsable de faire mettre en place des mécanismes qui maintiennent encore un peu ce taux de profit artificiel en faisant supporter de façon totalement irréaliste le poids de la situation aux États et aux populations (voir chapitre suivant).

Ceux-ci se retrouvent obligés d'emprunter sur le même marché des capitaux que les banques et les entreprises²⁰. Cette concurrence fait grimper les taux exigés par les investisseurs, à leur plus grande joie. Ceux-ci sont en situation de monopole puisque les États ont renoncé à toute création monétaire.

De plus, les incertitudes créées par cette situation leur permettent de faire pression sur les agences de notation pour que celles-ci dégradent la note des États et des différents emprunteurs. Ce que celles-ci font sans trop se poser de questions sur les conséquences de leurs décisions.

De ce fait, le jeu des paris sur le risque de défaut de paiement des États européens se développe de façon exponentielle. Très nombreux sont les investisseurs qui ont parié sur la chute des économies européennes et multiplient pour ce faire les manoeuvres de déstabilisation. Nous sommes entrés dans une phase de guerre financière.

²⁰ Celles-ci en effet recourent de moins en moins l'autofinancement afin de pouvoir accorder des dividendes plus élevés à leurs actionnaires

Les 4 causes de la dette publique en France.

1 Une contre-révolution fiscale²¹

Au cours des deux dernières décennies, le déficit budgétaire s'est creusé parce que les impôts ont baissé, alors que les dépenses sont restées stables en proportion de la richesse nationale. La cause essentielle est dans la baisse des impôts. Ces baisses d'impôts, qui profitent aux riches, constituent une véritable contre-révolution fiscale, accélérée par Nicolas Sarkozy.

L'impôt sur le revenu est devenu de moins en moins progressif, passant de 13 tranches à 5 entre 1986 et aujourd'hui, et son taux maximum de 65 % à 41 % en vingt ans. Les droits de succession ont été diminués, l'ISF a été fortement allégé en 2011. Les revenus financiers sont faiblement imposés. L'impôt sur les sociétés a vu son taux passer de 45 % en 1989 à 33 %, sans compter les facilités « d'optimisation fiscale » (utilisation des prix de transfert, bénéfice mondial consolidé) qui profitent aux grandes firmes. Le taux d'imposition des entreprises du CAC 40 est de 8 % quand celui des petites entreprises est de 28 %. S'y ajoutent les multiples mesures d'exonération de cotisations sociales patronales, financées par l'État.

Tout cela s'est effectué dans un contexte de dumping fiscal, dans l'Union européenne. En Irlande, le taux d'impôt sur les sociétés est de 12,5 %.

On a donc assisté à un appauvrissement programmé des finances publiques. Les recettes de l'État représentaient 15,1 % du PIB en 2009 contre 22,5 % en 1982. **« Si la législation était restée celle de 1999, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui »²²**

Ceux qui ont de l'argent à ne savoir qu'en faire, l'État s'abstient de les importuner par l'imposition : il leur emprunte leurs fonds et les gratifie en échange d'intérêt à des taux qui, nous l'avons vu, sont en hausse, leur permettant d'avoir au bout du compte encore plus d'argent, au point de ne plus savoir qu'en faire.

²¹ ATTAC France et Fondation Copernic. Sortir du piège de la dette. Décembre 2011

²² J-P. Cotis et P. Champsaur, directeur et ancien directeur de l'INSEE dans un Rapport sur la situation des finances publiques pour le gouvernement (avril 2010)

Les 4 causes de la dette publique en France (suite).

2 L'État s'est remis entre les mains des marchés financiers²³

La création monétaire doit accompagner l'accroissement de la richesse d'un pays. Si la création monétaire est inférieure à la création de richesse nationale, cela induit une augmentation des taux d'intérêt (l'argent est rare). Si on crée trop de monnaie, cela induit de l'inflation (argent est trop abondant). S'il y a équilibre cela ne génère pas d'inflation.

Un déficit public n'est pas par nature une mauvaise chose. S'il sert à investir dans des dépenses nécessaires, qui accroîtront la richesse future, cela est économiquement fondé (par exemple investir dans des infrastructures ferroviaires ou dans l'amélioration des services publics). Pour financer les déficits publics, un état peut normalement augmenter ses recettes fiscales ou emprunter à un taux très faible ou nul à la banque centrale dont ce devrait être en principe le rôle. Il y a alors création monétaire par la Banque Centrale.

Or cette possibilité a été bannie en France en 1973 : une réforme de la Banque de France, sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing, a interdit au Trésor public d'emprunter directement à la Banque de France, ce qu'il faisait à des taux d'intérêt nuls ou très faibles. La Banque de France ne peut donc plus financer les déficits publics par la création monétaire. Il s'est agi d'un acte fondateur, et destructeur, car il inaugure la mainmise des marchés financiers sur les États. Cette disposition a été intégralement reprise lors de la création de la Banque centrale européenne (BCE), puis dans tous les traités européens (article 123 du traité de Lisbonne).

Cette interdiction ouvre la porte à un processus de titrisation des déficits publics, car les emprunts sont effectués sous forme d'obligations publiques auprès des banques privées, aux taux d'intérêt de marché. Entre 1980 et 1995, les taux d'intérêt réels sont devenus supérieurs au taux de croissance du PIB, en lien avec les politiques monétaires restrictives de la Banque de France, puis de la BCE, orientées vers la seule lutte contre l'inflation. En conséquence, le poids de la dette dans le PIB a augmenté mécaniquement.

²³ ATTAC France et Fondation Copernic. Sortir du piège de la dette. Décembre 2011

Les 4 causes de la dette publique en France (suite).

3 Le poids de la crise financière depuis 2008²⁴

La dette publique ne date pas de la crise, elle a connu une forte aggravation depuis 2008. Avec le ralentissement de la croissance, les recettes de l'État ont diminué encore davantage (de 51 milliards d'euros entre 2007 et 2009, soit une baisse considérable de 15 %), et les dépenses publiques se sont accrues de 27 milliards d'euros. Le déficit budgétaire a donc augmenté de 78 milliards d'euros, soit 4 points de PIB supplémentaires. Ainsi, en 2009, les dépenses de l'État ne sont plus couvertes qu'à 71 % par ses recettes.

Le processus est général dans l'Union européenne, avec un impact violent : entre 2007 et 2010, le déficit a augmenté en moyenne de 6 points de PIB au niveau européen.

4 Les plans de sauvetage des banques

Les plans de sauvetage des banques mis en œuvre par les gouvernements y ont largement contribué (voir p 27). À l'injection de masse d'argent considérable, se sont ajoutés dans le cas français le sauvetage de Dexia et du groupe BCPE, la création de la SFEF (sociétés de financement de l'économie française) et le transfert en faveur des banques de 22 milliards en provenance du livret A.

Il s'agit bien d'une socialisation des pertes²⁵. Les États ont renfloué des établissements financiers qui aujourd'hui prêtent aux États européens en crise à des taux d'intérêt prohibitifs, tout en se refinançant à bon marché auprès de la BCE, qui a toujours interdiction de prêter aux États.

²⁴ ATTAC France et Fondation Copernic. Sortir du piège de la dette. Décembre 2011

²⁵ Selon la formule, « L'objectif pour le capitalisme est de privatiser les bénéfices et de socialiser les pertes »

3 L'austérité, solution suicidaire

« Répondre à l'inquiétude des marchés ». Mais qui sont les marchés ?

Les plans de rigueur successifs sont présentés à l'opinion commune nécessité pour « répondre à l'inquiétude des marchés ». Il s'agit de « rétablir la confiance des marchés ». Etc.

Selon une étude réalisée par des économistes suisses²⁶, 737 institutions financières dominantes contrôlent 80 % de la valeur économique et financière des 43 000 principales firmes transnationales. Parmi elles 147 en contrôlent 40 %. **Autrement dit, le capital n'a jamais été aussi concentré.** Ce sont pour l'essentiel des banques, des compagnies d'assurances des fonds d'investissement, véritables maîtres du monde. Parmi elles, Axa au 4e rang mondial, la BNP, le Crédit agricole²⁷. Le rapport analyse les innombrables participations détenues par ces majors, ainsi que les participations croisées qui assurent la cohésion de l'ensemble et limitent fortement la concurrence.

Ce qu'on appelle « les marchés » n'est rien d'autre que l'expression de la stratégie et des exigences de ces agents dominants. Samir Amin parle de capitalisme de monopole, estimant que ces institutions financières dominantes prélèvent une rente de monopole non seulement sur les travailleurs, mais sur les petites entreprises et même les plus grandes²⁸.

Pourquoi dès lors l'exigence des institutions financières dominantes précipite les pays européens dans la récession ? **Contrairement à ce qu'on pense, les financiers ne sont pas fous.** La croissance vertigineuse des dettes, privées ou publiques, l'affirmation par les agences de notation (payées par les banques) d'un risque important permettent de prélever des intérêts de plus en plus élevés. Les monopoles financiers ont besoin de la croissance de la dette (qu'ils recherchent et non combattent). **Les politiques d'austérité imposées « pour réduire la dette » ont au contraire pour conséquence d'en augmenter le volume. Jusqu'au jour où le système s'écroule, épuisé par ces comportements de vampires.**

²⁶ « The network of global corporate control » par Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston ETH Zurich 2011. Étude citée par le blog de Paul Jorion. <http://www.pauljorion.com/blog/?p=28308>

²⁷ Dossier de l'Humanité Dimanche 27 octobre 2011 les 50 maîtres du monde

²⁸ Samir Amin. De l'audace, toujours de l'audace. Texte publié par le M'PEP 9 novembre 2011

Comment les États se retournent vers le citoyen ordinaire

En ayant écarté la solution de la nationalisation, les États ont déversé dans le puits sans fond des déficits bancaires, des crédits si considérables qui ne seraient jamais honorés que l'insolvabilité est devenue également la leur. Alors, en désespoir de cause, ils se sont tournés vers le citoyen ordinaire en tant que contribuable et en tant que futur retraité. On annonce l'austérité, qu'on appelle « rigueur », comme si ces mesures résultaient d'un impératif moral.

Le 2e plan d'économies budgétaires du gouvernement, en décembre dernier, visait à trouver 7 milliards d'euros sur 2012 s'ajoutant aux 11 milliards annoncés au mois d'août. L'effort porte davantage sur la fiscalité (5,2 milliards de recettes attendues) que sur les dépenses (1,8 milliards). La multiplication des ajustements successifs conduit à rechercher des expédients au rendement rapide, sans prendre garde à la cohérence globale et aux effets à plus long terme. L'équité revendiquée n'est pas au rendez-vous. Alors que la pauvreté et le chômage progresse, il est manifestement inéquitable de grappiller 400 millions d'euros sur les prestations familiales et les aides au logement quand on vient d'amputer les recettes de l'ISF de 2 milliards d'euros²⁹.

Les mesures annoncées le 29 janvier par Nicolas Sarkozy avec l'instauration de la TVA sociale vont exactement dans le même sens : avec la hausse prévue de la TVA, les patrons voient leurs coûts diminuer de 13 milliards d'euros. En revanche, la taxe Tobin à la française ne rapporterait qu'un milliard d'euros. Même en ajoutant la hausse de la CIG sur les revenus du capital (2 milliards), le compte n'y est pas.

On prend davantage aux citoyens sous forme d'impôts et de cotisations. Mais comme l'impôt a cessé d'être progressif, cet argent est exigé essentiellement des ménages qui, en général, dépensent tout ce dont ils disposent. On dit aux citoyens ordinaires qu'ils ont, à leur insu, et depuis de nombreuses années, « vécu au-dessus de leurs moyens ». On procède dans l'urgence à des plans de rigueur successifs, chacun comme celui de la dernière chance, remettant en cause de façon toujours plus profonde le niveau de vie, les salaires des populations, les acquis sociaux et les services publics.

²⁹ Alter Éco décembre 2011

Les conséquences des politiques d'austérité³⁰

Face à l'accroissement de la dette publique et sous la pression des institutions financières, les gouvernements européens mettent en œuvre des politiques d'austérité, sous forme de diminution des dépenses publiques et d'augmentation des recettes à travers la fiscalité. Les coupes budgétaires concernent la fonction publique, avec le blocage ou la baisse du salaire et/ou des effectifs de fonctionnaires, le recul des services publics et de la protection sociale. L'objectif, en France comme ailleurs, est la privatisation, source de profits privés : diminuer les pensions de retraite et les remboursements de soins, présenter le recours aux assureurs privés comme l'inéluctable complément... pour ceux qui en auront les moyens.

Dans un certain nombre de pays, les salaires des fonctionnaires et des pensions ont été diminués. Les baisses de salaires atteignaient, en octobre 2011, entre 15 % et 40 % en Grèce, jusqu'à 27 % au Portugal, 25 % en Roumanie, 15 % en Espagne, 5 à 15 % en Irlande, etc. Le Royaume-Uni connaît la plus forte baisse de pouvoir d'achat depuis trente-cinq ans avec un recul de 7 % en trois ans et une hausse de la pauvreté, qui touche encore plus fortement les moins de quinze ans.

Côté recettes fiscales, les hausses d'impôt pèsent essentiellement sur les revenus du travail. L'augmentation de la TVA pèse beaucoup plus lourdement sur les budgets modestes. Le bouclier fiscal a été supprimé, mais il coûtait 600 millions d'euros et en même temps, l'ISF a été abaissé de près de 2 milliards. Ces politiques épargnent les plus riches, les entreprises, les banques et la finance, et font payer la crise aux catégories modestes et aux classes moyennes.

En outre, ces politiques sont incohérentes du point de vue économique. Alors que les pays ayant un plus fort niveau de protection sociale et de service publics ont mieux résisté à la récession et à la montée de la pauvreté, ce sont ces bases de l'État social qui sont ciblées par les restrictions budgétaires. **De telles politiques appliquées simultanément à de nombreux pays européens ne peuvent qu'entraîner une récession aggravée qui aboutira à abaisser encore les recettes fiscales. Les déficits publics augmenteront, à l'opposé de l'objectif affiché.**

³⁰ ATTAC France/fondation Copernic. Sortir du piège de la dette. 15 décembre 2011

Sommet de décembre 2011 : l'austérité généralisée aggrave la récession

Présenté à l'instar des précédents comme celui de la dernière chance, le sommet de décembre 2011 a abouti un projet d'accord, sans la Grande-Bretagne. L'accord prévoit la mise en place d'un « pacte budgétaire » qui rendrait quasi automatiques les sanctions contre les Etats dont le déficit budgétaire dépasserait 3% du PIB, l'endettement 60% du PIB. Ils s'engagent à inscrire dans leur Constitution l'objectif d'un déficit structurel < à 0,5 % du PIB³¹.

Ce gouvernement par les normes n'est en rien la mise en place d'une politique budgétaire commune. Celle-ci supposerait un budget européen conséquent, des investissements publics et des transferts financiers à l'échelle européenne. Il s'agit au contraire d'interdire toute politique budgétaire au niveau national comme au niveau européen et encore une fois de laisser faire les marchés.

Après la politique monétaire, la politique budgétaire est exclue de toute délibération démocratique. On continue à avancer vers une Europe antidémocratique, avec un pilotage intergouvernemental dans lequel le gouvernement allemand jouerait, de fait, le rôle central.

L'austérité généralisée et permanente est la conséquence logique des orientations adoptées. Les politiques d'austérité se suivent et s'amplifient dans tous les pays. Outre leurs conséquences sociales souvent dramatiques, elles sont économiquement stupides. Le recul de l'investissement public et de la protection sociale, la compression des salaires, l'accroissement du chômage et le recul des services publics réduisent la demande globale et accentuent la récession dans chacun des pays.

Dans une Europe économiquement intégrée, dans laquelle les clients des uns sont les fournisseurs des autres, elles ne peuvent qu'accentuer la récession, y compris en Allemagne puisque que la plus grande partie de ces échanges se fait avec les autres pays européens. Cette récession conduit des 2012 à une réduction des recettes fiscales qui a pour conséquence de creuser encore les déficits. Ainsi, l'austérité, censée favoriser le retour à l'équilibre, conduit à l'aggravation des déficits tant qu'on s'abstient d'importuner les détenteurs de capital.

³¹ Pierre Khalfa, interview à Mediapart, « Un accord pour le pire ? » 17 déc2011

Des crédits sans limites et sans contrepartie pour les banques : une création monétaire incontrôlée

Fin décembre 2011, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser guichet ouvert aux banques qui pourront se refinancer sans limites à un taux de 1% pendant trois ans. Elles peuvent même déposer en garantie des titres dont la notation laisse à désirer. **523 banques européennes ont ainsi emprunté en décembre 489 milliards d'euros.** L'objectif affiché est de soulager les banques aux abois et de restaurer la confiance sur le marché interbancaire.

La mesure est sans doute nécessaire. En 2012, les banques de la zone euro auront besoin de 578 milliards d'euros pour refinancer leurs dettes arrivées à échéance. Il s'agit donc d'éviter une catastrophe en espérant que les banques prêteront aux petites entreprises et aux ménages la zone euro. **Mais ce faisant, la Banque centrale européenne s'engage dans une politique de création monétaire non contrôlée.**

En l'absence de contraintes, on sait déjà que les banques ne vont pas restaurer le crédit aux activités économiques. Les banques vont pouvoir continuer à spéculer sur les produits dérivés, puisqu'il n'y a pas de séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement, et on peut être sûr que certaines vont se retrouver à nouveau en difficulté avant peu. L'irresponsabilité des acteurs de la finance est ainsi encouragée

Ces sommes vont également servir à éponger les dettes souveraines des états membres, à des taux bien supérieurs à 1%. Les banques ont intérêt à un accroissement des déficits publics et à des notations alarmistes de la part des agences de notation. **Le mécanisme pervers qui consiste à refuser que la BCE finance directement les déficits publics conduit à une aggravation supplémentaire des déficits publics puisque les banques prélèvent un intérêt d'autant plus élevé que le déficit s'accroît. Les institutions financières ont un intérêt à voir les difficultés des États augmenter.**

On ne peut que souligner le contraste entre l'absence de conditions des crédits accordés aux banques et la dureté des conditions imposées aux États pour les renflouer. Cette différence est révélatrice des intentions politiques qui accompagnent la crise³².

³² Source : interview de Pierre Khalifa dans Médiapart 17 décembre

Pourquoi les gouvernements mènent-ils une telle politique ?

Pourquoi alors les gouvernements européens mènent-ils une telle politique? L'aveuglement idéologique et la bêtise ne sont pas à exclure, comme en témoigne la crise des années 1930 où l'on a vu les gouvernements de l'époque prendre à chaque fois les mauvaises décisions.

L'opportunité de remettre en cause les droits sociaux

Une autre hypothèse, non contradictoire, peut cependant être envisagée, celle de l'effet d'aubaine. Comme l'avait analysé Naomi Klein dans son ouvrage «*La stratégie du choc*», il peut s'agir pour les classes dirigeantes de saisir l'occasion pour remettre en cause frontalement les droits sociaux qui avaient été concédés auparavant et qu'elles n'avaient pas encore réussi à éradiquer. Dans cette hypothèse, la crise, produit des politiques néolibérales, serait ainsi une opportunité pour parachever le modèle néolibéral.

En finir avec l'État social

C'est au niveau européen l'application du programme tracé par Denis Kessler³³ en 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork. A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux : prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ».

³³ Denis Kessler, ancien vice président du Medef dans Challenges du 4 octobre 2007

4 Quelques références historiques et actuelles:

1815. L'exploit de Nathan Rothschild³⁴

On ne peut évidemment pas parler de l'histoire de la finance sans évoquer la saga des Rothschild. À l'instar du père fondateur, Meyer Amschel, qui fit fortune en devenant le gestionnaire du patrimoine de Guillaume Ier, l'un de ses fils, Nathan, a réussi par un unique coup de bourse à accroître de façon gigantesque le capital familial.

La légende dit que Nathan Rothschild aurait, grâce à un pigeon voyageur, connu avant tout le monde l'issue de la bataille de Waterloo. Pour faire croire aux spéculateurs que Napoléon était victorieux sur le champ de bataille, il aurait vendu toutes ses actions « English Consul ». Pris de panique, tous les détenteurs d'actions anglaises se seraient précipités pour céder leurs actions à leur tour.

En quelques heures, les cours auraient alors chuté en cascade jusqu'à atteindre 5 cents. Nathan Rothschild aurait ensuite racheté à vil prix toutes ces actions bradées, au moment même où l'information sur la véritable issue de la bataille se répandait en bourse, entraînant une montée particulièrement rapide du cours des actions. La légende considère que Nathan Rothschild, par cet incroyable coup de bluff, aurait réussi à posséder toute l'économie anglaise en un jour. Histoire qui révèle les fondements psychologiques irrationnels des mécanismes économiques : confiance et peur.

Elle montre aussi que le capitalisme financier est par nature amoral. Tous les coups sont permis, pourvu qu'on s'enrichisse.

³⁴ Tout ce chapitre est tiré de l'excellent dossier Crises de Politis 22 décembre 2011

La crise de 1929 aux Etats Unis

Cette crise a été une tragédie mondiale, entraînant un chômage massif (13 millions de chômeurs aux États-Unis en 1932), une misère monstrueuse (2 millions de sans-abri) et un effondrement de toutes les économies européennes, à commencer par l'Autriche et l'Allemagne. Ces événements favoriseront l'arrivée au pouvoir des nazis et provoqueront indirectement la seconde guerre mondiale.

La crise s'est ancrée dans une croyance : celle de la croissance perpétuelle. Les Américains sont persuadés que leur économie peut prospérer sans fin. Attirés par la perspective de gains rapides, et d'autant plus facile à obtenir que les actions peuvent s'acheter à crédit, une foule d'investisseurs issus de la classe populaire s'endettent pour spéculer. Le cours des actions ne cesse de grimper. Les grands et petits spéculateurs achètent sans en avoir les moyens, espérant se récupérer et s'enrichir en vendant à la hausse. Jusqu'à ce que ce qu'ils se prennent à douter de pouvoir un jour rembourser leur emprunt. Le jeudi 24 octobre 1929, une masse d'investisseurs soudain paniqués vendent leurs titres en catastrophe pour éviter de subir l'effondrement des cours. La panique se prolonge les jours suivants.

En quelques mois, les entreprises qui avaient emprunté pour investir sont dans l'incapacité de rembourser et font faillite. Les banques, dans un climat de croissance exponentielle, ont prêté sans retenue, tout en créant elle-même les conditions qui empêcheront les investisseurs et les spéculateurs de rembourser. Les industriels ont alimenté le capital de leurs actionnaires plutôt que les salaires, contrairement aux préceptes d'Henri Ford, qui affirmait payer suffisamment ses ouvriers pour que ceux-ci puissent acheter ses voitures.

La crise de 1929 est peut-être, et surtout, une crise de surproduction non pas dans l'absolu mais par rapport à un système qui détournent la richesse vers le capital et interdit aux salariés de pouvoir consommer.

Les suites de la crise de 1929 : le New Deal et ses résultats mitigés

Il faudra attendre l'action du président Franklin Roosevelt en 1933 avec le New Deal pour voir se mettre en place une politique crédible.

Le premier New Deal en 1933 comporte des programmes d'assistance sociale d'urgence, des programmes d'aide par le travail et des programmes agricoles. Il comporte également une loi de réforme des banques : réouverture des banques sous le strict contrôle de l'État, assistance financière, rachat des actions bancaires privilégiées, extension des capacités d'émission monétaire de la Réserve fédérale. Le gouvernement réalise d'importants investissements avec la création d'un certain nombre d'agences gouvernementales. Toutefois, les résistances sont nombreuses, tant de la part du patronat que des agriculteurs. La situation s'améliore mais de graves problèmes subsistent.

Le « Second New Deal » est présenté en [1935](#), avec une loi sur la sécurité sociale (Social Security Act), qui met en place d'un système national de pensions de vieillesse, des allocations de veuvage, des allocations de chômage et une aide financière aux familles ayant des enfants à charge. Il comporte aussi des programmes d'aide pour les farmers et les travailleurs itinérants et reconnaît le droit syndical dans certaines limites. Cependant, la [Cour suprême](#) juge de nombreuses réformes inconstitutionnelles, et certains programmes sont rapidement remplacés, à l'exception de la [National Recovery Administration](#).

Ce second *New Deal* est bien plus coûteux que le premier et creusa le [déficit public](#) d'autant plus que ses résultats sont mitigés. En 1938, le chômage touchait encore 11 millions d'Américains en [1938](#). Seule la seconde guerre mondiale permettra de réellement relancer l'économie américaine.

Comment l'Argentine s'est redressée depuis 2002 ? ³⁵

Il y a dix ans, le 23 décembre 2001, un président intérimaire déclarait l'Argentine en cessation de paiements sur sa dette souveraine (100 milliards de dollars). Étranglé par les plans d'ajustement imposés par le FMI, la parité fixe liant le peso au dollar et son endettement, le pays est en récession depuis trois ans. Trois jours plus tôt, le chef de l'État élu en 1998 avait abandonné le palais présidentiel en hélicoptère, laissant derrière lui une économie en ruine et trente-huit morts. Le 2 janvier, le peso est dévalué. Les faillites se multiplient, le chômage atteint 25 % et la moitié de la population tombe sous le seuil de pauvreté. Les Régions multiplient les monnaies locales pour permettre aux citoyens d'échanger.

Dix ans après, l'Argentine affiche une insolente santé économique, avec une croissance de 8 % par an depuis 2003. Et si la pauvreté touche encore 20 % de la population, le taux de chômage, à 7 %, est un des plus bas de l'histoire du pays. Les salaires ont augmenté, les profits des entreprises aussi et les Argentins consomment à tout va. Comment expliquer un tel redressement ?

L'Argentine est repartie dès la mi-2002, quand le président Eduardo Duhalde décide de tourner le dos au FMI, qui réclamait un nouveau plan d'austérité pour payer la dette. Le gouvernement donne la priorité à la lutte contre la pauvreté et à la remise en ordre de l'économie réelle. La demande reprend et les entreprises, plus compétitives avec la dévaluation, peuvent y répondre.

Élu en 2003, Nestor Kirchner poursuit et approfondit cette politique. Il rompt avec le FMI et impose aux créanciers de la dette une décote de plus de 50 % sur la dette. Avec des finances publiques assainies et des rentrées fiscales en hausse, il multiplie les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et les programmes sociaux. Avec lui et son épouse Cristina Kirchner, qui lui succède en 2007, l'autorité et le rôle de l'État sont restaurés. La présidente améliore les retraites et généralise les allocations familiales, tandis que les salaires augmentent d'année en année d'un pourcentage supérieur à celui de l'inflation.

Les Argentins ont gardé des événements de décembre 2001 une grande méfiance à l'égard des banques et de la finance internationale. Ils critiquent l'interventionnisme du gouvernement mais considèrent que l'État doit jouer un rôle essentiel dans l'économie.

³⁵ Message de Jean-Louis Buchet, à Buenos Aires, le 26/12/2011, par internet

Comment la Grèce a été étranglée pour n'avoir pas su dire non³⁶

En 2001, la Grèce voulait entrer dans l'euro malgré son déficit. Elle a donc maquillé ses comptes publics avec l'aide de Goldman Sachs pour rentrer dans les critères de Maastricht. Certes, la Commission européenne a très certainement été consciente en 2001 que les comptes n'étaient pas tout à fait exacts, mais elle a fermé les yeux, se disant que l'essentiel était que la Grèce entre dans la zone Euro. Elle allait entrer dans un cercle vertueux, bénéficiant d'une croissance forte, et très vite on oublierait le « péché originel » de 2001.

En 2009, le piège se referme. La crise des subprimes a explosé un an avant. Les banques se retournent contre la Grèce qui vient de changer de gouvernement. Hélas, Georges Papandréou, le nouveau premier ministre, reste prisonnier du dogme. Il fait de nouveau appel à Goldman Sachs afin de « rassurer les marchés ». Georges Papandréou annonce en décembre 2009 vouloir ramener le déficit de 12,7 % du PIB à 7 % en un an. Cette annonce irréaliste conduit les agences à dégrader la note de la Grèce. Les taux d'intérêt augmentent, la dette s'alourdit. Sans jamais oser dire non aux injonctions du FMI, de la BCE et de la Commission Européenne, le gouvernement multiplie les plans de rigueur. La Grèce en connaît de 2009 à 2011, avec l'intrusion de plus en plus pesante de la « Troïka ». Il est évident pour tous que le remède aggrave la récession, ce qui justifie l'abaissement des notations. Mais cela fait augmenter les profits des prêteurs qui bénéficient de taux d'intérêt exorbitant : en 2 ans, les obligations grecques à 10 ans passent de 4,8 % à 41 %.

Le 31 octobre 2011, Georges Papandréou essaye de faire appel au peuple en annonçant un référendum. Menacé d'une sortie de la zone euro, il recule encore et s'efface pour faire place à un gouvernement d'union nationale incluant même l'extrême droite.

Pourtant, d'autres choix étaient possibles. Aucune procédure légale n'existe pour exclure un pays de la zone euro. Il lui était possible d'annoncer le défaut de paiement et de se mettre à négocier (ce qu'avaient fait les Argentins). La banque centrale européenne pouvait prêter directement à taux zéro afin d'arrêter l'incendie. Avec la Grèce, l'Europe a fait un exemple.

³⁶ Extrait de « A Gauche » (journal du PG) N° 1284, 16 déc 2011

Goldmann Sachs et la Grèce³⁷

Pour entrer dans la zone euro en 2001, la Grèce a maquillé ses comptes publics grâce à des experts financiers de Goldman Sachs. Ils sont venus de New York et ont aidé à maquiller les comptes en proposant à la Grèce de privatiser le financement de ses ports et ses autoroutes grâce à des CDS, gagés sur le paiement futur de ces taxes autoroutières, portuaires et même de sa loterie nationale. En privatisant ainsi ses services, la Grèce efface plusieurs milliards de dollars de dettes sans violer les règles comptables européennes.

À cette époque, Goldman Sachs était la seule à savoir que les comptes étaient maquillés, à se douter qu'un jour ou l'autre, le pot aux roses serait découvert et que cela irait mal pour la Grèce. Que fait donc Goldman ? Sur les marchés de gré à gré, elle achète ces contrats d'assurance sur la Grèce. Elle en achète beaucoup. A cette époque-là, les interlocuteurs qui les lui vendent ne se doutent pas une seconde de la réalité de la situation de la Grèce, ils n'envisagent pas du tout que moins de dix ans plus tard, la Grèce puisse faire faillite. C'est inimaginable! Donc ces contrats ne coûtent pas cher à Goldman.

Quand en 2010 les difficultés deviennent publiques, on découvre qu'un grand nombre d'institutions financières ont également souscrit des CDS sur la Grèce. Conséquence ? Chaque fois qu'une mauvaise nouvelle sur la Grèce tombe, il y a des gens qui gagnent de l'argent au fur et à mesure que la Grèce s'effondre, notamment Goldman Sachs.

Ainsi, les banques utilisent les informations privilégiées qu'elles ont auprès de leurs clients pour parier contre elles à leur insu et ensuite provoquer leur faillite. En toute légalité.

³⁷ Gaël Giraud. CERAS. « Regards chrétiens sur la crise économique » janvier 2011

Les prêts toxiques de Dexia aux collectivités³⁸

Fin 2010, la dette des collectivités territoriales s'élevait à 163 milliards d'euros. L'encours de la dette des établissements publics de santé était de 24 milliards d'euros, celui du logement social de 89,5 milliards d'euros fin 2008. En 2010, le financement du secteur public local est essentiellement assuré par 3 gros prêteurs : Dexia (32 %), BPCE (24 %) et le CRCA (16 %), suivis de la Société Générale (10 %) et de la CDC (6 %).

Jusqu'au début des années 2000, les collectivités et établissements publics souscrivaient pour l'essentiel des prêts à taux fixe ou à taux révisable, avec possibilité de revenir au taux fixe à tout moment

Mais les collectivités se sont vues proposer des produits dérivés supposés les garantir et optimiser leurs gains, sous la forme de produits sophistiqués, appelés « emprunts structurés », grâce auxquels l'emprunteur bénéficie d'un taux d'intérêt minoré pendant les premières années d'amortissement, avec un risque reporté sur les annuités futures. Construits sur des montages complexes et peu lisibles, ces emprunts présentent un risque important car les taux sont fonction d'indices que ne maîtrisent pas les collectivités, en particulier ceux relatifs au cours des devises. Certains dépassent aujourd'hui les 15 %, voire 25 % pour ceux établis sur le cours euro/franc suisse.

Ce type de montage financier a été établi par les banques pour attirer les clients en mettant en avant des annuités attractives au début, mais en faisant supporter à ces clients la totalité du risque pour les autres annuités. De cette façon, les banques les gardent captifs car les conditions de sortie sont difficiles du fait d'une indemnité de remboursement anticipé importante³⁹

Certains élus portent une part de responsabilité. Payer moins d'intérêts les 3 premières années du prêt leur permettait de limiter les charges financières au cours du mandat et faciliter leur réélection, ou reporter sur le successeur l'augmentation des charges. Mais on est stupéfait face à la crédulité, pour ne pas dire l'incompétence de certains responsables. DEXIA n'hésitait à organiser quelques voyages d'agrément pour emporter leur décision.

³⁸ Les dettes publiques locales, un enjeu essentiel, par Patrick Saurin, Sud BPCE

³⁹ . « Les prêteurs ont réussi à imposer une situation paradoxale où, au lieu d'être rémunérés pour prendre un risque (de crédit) supplémentaire, ils l'ont été pour faire prendre un risque (de taux) à leurs clients ». rapport du 16 juillet 2008 de Fitch, qui avaient agité la sonnette d'alarme des 2008

Deuxième partie : pourquoi ?

Des mutations technologiques très rapides : la révolution de l'information et des transports

On a assisté depuis 30 ans à une diminution considérable du coût des transports maritimes, terrestres et aériens. Ceci est lié à la diminution du coût de l'énergie, à l'amélioration du réseau des routes et autoroutes, au progrès des bateaux, camions et avions. Ce qui devait être produit sur place peut-être maintenant produit au loin.

Enfin, les humains se sont rendus maîtres de l'utilisation de l'information. Les progrès de l'informatique sont très rapides. *Mon premier ordinateur, en 1993 avait une mémoire de 4Mo. Aujourd'hui, c'est 1000 fois plus.* Cette révolution est la source de plusieurs autres : par les facilités de communication qu'elle a engendrées, elle a rendu possible la mondialisation des échanges. La révolution de l'information a permis la généralisation des échanges financiers instantanés, l'ouverture des bourses en continu, ainsi que le stockage d'une masse considérable d'informations à un coût quasiment nul.

Bien sûr, la révolution de l'information ne se limite pas à son incidence sur les circuits financiers. Par la compréhension du rôle de l'information dans la transmission du vivant, elle a permis l'essor de la biogénétique et des biotechnologies. Par l'accroissement de la productivité à l'incorporation d'information dans les processus de production, elle a entraîné d'importants gains de travail humain.

Jacques Robin avait dit dès 1989 que ces révolutions permettaient de faire émerger des richesses nouvelles (biens et services) en quantités considérables. Mises au service du bien commun, elles auraient pu permettre de résoudre une grande partie des problèmes de l'humanité en quelques décennies, l'épanouissement matériel de chacun et livrer des capacités relationnelles multipliées. Mises au service du profit, elles secrètent de nouvelles inégalités : croissance du chômage, exclusion, résurgence des grandes épidémies, exploitation et surveillance généralisée⁴⁰.

⁴⁰ Jacques Robin. « Changer d'ère ». Livre prophétique qui avait prévu les conséquences extrêmes d'une révolution de l'information mise au service du profit

Le fanatisme de marché et ses conséquences

Cette évolution a été aggravée par l'idéologie déjà évoquée que nous appellerons avec Joseph Stiglitz « fanatisme de marché »⁴¹, théorisée par la pensée néolibérale avec l'école de Chicago. D'après cette théorie, le monde est peuplé d'individus guidés seulement par leur intérêt. Seul le marché peut réguler l'économie et la société. Tout est marchandise. La libre circulation des produits, des biens et des personnes sera en définitive profitable à tous par une sorte de ruissellement de la richesse produite. Le rôle des États et des institutions publiques, qui est un obstacle à cette libre circulation, doit être combattu.

Partout dans le monde, la libéralisation des échanges et le recul des États ont conduit à un nombre sans cesse croissant de chômeurs, de pauvres, d'exclus, même dans les pays les plus riches et même pendant les périodes de croissance. On compte en France 5 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. On ne pourra pas sauvegarder la paix à terme si 225 fortunes équivalent au revenu de 47% de la population mondiale. Depuis 20 ans, le monde a régressé en termes de solidarités. Selon le PNUD, le produit par tête a régressé dans 80 pays entre 1980 et 1995, un milliard d'individus ont vu leur revenu diminuer, la dette des pays pauvres s'est accrue⁴². Les régulations tissées depuis un siècle par les luttes ouvrières et par les États ont été démantelées par une action constante des forces économiques, considérant que ces actions gênent la rentabilité des entreprises.

Selon la voix de Joseph Stiglitz « *la mondialisation libérale fonctionne mal. Ses règles du jeu sont au service des puissants, elle donne la priorité aux valeurs matérielles sur l'environnement et sur la vie des gens, elle prive les pays pauvres de leur souveraineté, elle fait beaucoup de perdants, elle impose une américanisation du monde et la façon dont elle est gérée est incompatible avec les principes de la démocratie* ».

⁴¹ Joseph Stiglitz. Un autre monde, contre le fanatisme de marché, Fayard, 2006 22€. Expression reprise par Patrick Viveret qui parle de « fondamentalisme de marché »

⁴² Celle-ci absorbe un tiers des recettes publiques de ces pays, les empêchant de faire les investissements nécessaires à l'éducation et à la santé de leur population

Une logique de marchandisation jusqu'au plus intime de nous-mêmes

La logique capitaliste poursuit depuis quatre à cinq siècles un objectif central : marchandiser le monde. Après avoir absorbé la terre, le travail et la monnaie, c'est aujourd'hui à l'éducation, la santé, la culture, bref au plus intime de nous-mêmes. L'introduction dans les échanges des technologies de l'information a rendu possible une interconnexion de tous les marchés, notamment financiers. La révolution de l'information et des transports a permis de délocaliser la production de nombreux biens et aujourd'hui de certains services, mettant en concurrence les travailleurs des pays développés et des pays à bas salaires.

La mise en place de nouvelles règles du commerce international (mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce, 1994) a privé les États de la possibilité de réguler des échanges livrés à la seule loi du marché.

Les vices de construction de l'Union européenne⁴³

Vouloir construire un espace économique avec une monnaie unique, mais sans budget, n'était pas un projet cohérent. Pour avoir dans les années 1980 et 1990 dit oui aux diktats successifs de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, l'équipe de Jacques Delors et les gouvernements français successifs portent une lourde responsabilité dans la crise actuelle. Car la France avait la possibilité de s'opposer aux dérives ultralibérales, que ce soit lors de l'instauration de l'acte unique en 1986 ou de la privatisation des services publics au sommet de Barcelone en 2002 (Chirac - Jospin).

Une union monétaire tronquée devient une machine à fabriquer des inégalités et de la divergence. Les pays connaissant une inflation supérieure à la moyenne perdent en compétitivité et sont incités à fonder leur croissance sur le surendettement.

Rétrospectivement, le choix de l'euro n'avait d'ailleurs pas de justification évidente par rapport à un système de monnaie commune, avec un euro convertible pour les relations avec le reste du monde, et des monnaies réajustables à l'intérieur. En réalité, l'euro était conçu comme un instrument de discipline budgétaire et surtout salariale. Le recours à la dévaluation étant impossible, le salaire devenait la seule variable d'ajustement⁴⁴.

Pourtant, le système a fonctionné tant bien que mal grâce au surendettement et, au moins dans un premier temps, à la baisse de l'euro par rapport au dollar. Ces expédients ne pouvaient que s'épuiser, et les choses ont commencé à se détraquer avec la politique allemande de déflation salariale qui l'a conduite à accroître ses parts de marché à l'intérieur de la zone euro. Même si la zone euro était globalement en équilibre, l'écart s'est ainsi creusé entre les excédents allemands et les déficits de la majorité des autres pays. Les taux de croissance des pays de la zone euro ne se sont pas rapprochés : ils ont au contraire eu tendance à diverger, et cela dès la mise en place de l'euro.

⁴³ Michel Husson, Euro, en sortir ou pas ? juillet 2011

⁴⁴ Un pays indépendant dispose de plusieurs outils pour conduire son économie : la fiscalité (quels impôts payés par qui ?), la monnaie (combien de monnaie ? avec quel taux de change ?), la politique des salaires, la politique industrielle, l'orientation et le niveau des dépenses publiques. Ce sont tous ces outils qui progressivement sont paralysés par la vision néolibérale de l'Europe qui estime que la concurrence peut faire tous ces pilotages à la fois. L'expérience cuisante de ces derniers mois montre que ce n'est pas le cas.

La crise favorise la fragmentation de l'Europe⁴⁵

La crise a approfondi la polarisation de la zone euro en deux groupes de pays. D'un côté, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche bénéficiaient d'importants excédents commerciaux et leurs déficits publics restaient modérés. De l'autre, on trouvait déjà les fameux « PIGS » (Portugal Italie Grèce Espagne) dans une situation inverse : forts déficits commerciaux et déficits publics déjà au-dessus de la moyenne.

Avec la crise, les déficits publics se sont creusés partout mais beaucoup moins dans le premier groupe de pays qui conservent des excédents commerciaux. Dans tous les autres pays, la situation se dégrade avec l'explosion des déficits publics et un déséquilibre croissant de la balance commerciale.

La spéculation contre la Grèce, puis l'Irlande et le Portugal n'est possible que parce qu'il n'y a pas de prise en charge mutualisée des dettes à l'échelle européenne. Ce sont d'ailleurs les banques centrales qui fournissent les munitions, en prêtant aux banques à 1% l'argent qui sera ensuite utilisé pour profiter de la hausse des taux servis par les Etats et empocher la différence.

L'endettement public prenant le relais de l'endettement privé, la crise financière rebondit sur ce terrain. De ce point de vue, les plans de sauvetage de l'euro sont en réalité des plans de sauvetage des banques européennes, qui détiennent une bonne partie de la dette des pays menacés. Les attaques spéculatives sont utilisées comme argument en faveur d'un passage rapide à des plans d'austérité. C'est un non-sens qui ne peut déboucher que sur une nouvelle récession, y compris en Allemagne.

Au fond, les gouvernements européens n'ont qu'un seul objectif : revenir aussi vite que possible au « business as usual ». Mais cet objectif est hors d'atteinte, parce que tout ce qui avait permis de gérer les contradictions d'une intégration monétaire bancaire a été rendu inutilisable par la crise.

⁴⁵ Michel Husson, Euro, en sortir ou pas ? juillet 2011

Troisième partie :
que faire pour
mettre la finance
au service de la
société ?

1 Les citoyens et les organisations doivent se mobiliser

On sait aujourd'hui quelles sont les mesures qui permettraient de maîtriser la crise financière. Mais quelle que soit la cohérence et la pertinence de ce programme, celui-ci n'a des chances d'être appliqué que si les citoyens et les organisations se mobilisent pour faire pression sur les gouvernements.

Le but de ce petit document est d'aider les lecteurs à mieux comprendre la crise financière et les enjeux fondamentaux dont elle est porteuse. D'ores et déjà, une mobilisation contre la dette est en train de s'organiser (voir page suivante).

Mais beaucoup se mobilisent contre la disparition des services publics, les fermetures d'entreprises, le recul de la vie associative, la passivité écologique, etc. sans voir que ces différentes questions sont liées et que la maîtrise des institutions financières est une des conditions avancées vers des solutions à finalité humaine.

Se mobiliser contre la dette

Participer à l'audit citoyen de la dette publique

Pour lutter contre la résignation et ouvrir de nouvelles perspectives pour les luttes sociales, **un appel pour un audit citoyen de la dette publique** a été lancé à l'initiative de plusieurs associations et syndicats et il est soutenu par des partis politiques (www.audit-citoyen.org).

Le travail entrepris depuis l'automne montre qu'une partie de la dette accumulée par la France et par d'autres pays européens est illégitime. Cette partie de la dette doit être annulée.

La mobilisation des citoyens

De nombreux collectifs citoyens locaux se forment sur la base de l'appel. Face aux arguments des discours officiels, le collectif formule des analyses critiques, alternatives qui sont discutées et débattues : il est essentiel de faire vivre le débat citoyen au niveau local.

Agir avec les collectivités locales

Des pistes de mobilisation existent aussi au niveau des collectivités locales : certains prêts toxiques, négociés ces dernières années par les collectivités avec Dexia, peuvent avoir des conséquences tragiques en termes de coupes dans les services publics locaux. Des collectifs locaux ont ainsi entrepris des démarches pour faire la lumière sur la nature de ces dettes, et dénoncer les mesures d'austérité qui sabotent le fonctionnement des hôpitaux, écoles, etc.

Déjà en 2005 et 2010, les mobilisations citoyennes avaient contribué à changer la donne du débat public. Aujourd'hui, les enjeux sont encore plus cruciaux. Face à l'ampleur de l'entreprise de destruction de la protection sociale et des services publics en Europe, il faut lutter contre la résignation, faire connaître la situation, donner des outils pour comprendre, mettre en débat les solutions alternatives, faire le lien avec la crise globale (écologique, sociale politique). L'irruption du rôle de la finance dans la campagne présidentielle est un élément positif à cet égard. Mais la mobilisation doit se poursuivre au-delà des élections, car tout ne sera pas réglé en juin prochain.

Défendre le rôle des services publics et des associations au service de l'intérêt général

Les mesures d'austérité frappent les salariés, mais aussi les services publics mais aussi les associations qui représentent 80 % des entreprises d'économie solidaire.

Les services publics ont été les premiers touchés par les mesures de déréglementation. Une politique menée avec constance depuis 10 ans en application du sommet de Barcelone organise la transformation des services publics en services privés, sources de profit. Cela se traduit par un accroissement des inégalités devant le service public, inégalités territoriales et inégalités sociales, l'ouverture de nouveaux champs de profit pour les institutions financières dominantes, sans compter la souffrance au travail des agents et la disparition de métiers au service du bien commun.

Les associations sont aujourd'hui attaquées avec le même objectif : permettre au secteur privé de s'emparer des segments les plus lucratifs et restreindre les subventions et les financements publics. La réglementation se durcit, une forte pression est exercée pour un regroupement des structures. Cela se traduit par la disparition de très nombreuses associations et de nombreuses pertes d'emplois dans les associations, ce qui concoure à l'aggravation de la récession.

Proposer des politiques alternatives

Plusieurs collectifs se sont constitués pour dénoncer cette situation et proposer des politiques alternatives, notamment l'appel des appels, le collectif des associations citoyennes, les États Généraux pour le service public, etc.⁴⁶

Il est nécessaire, dans ces secteurs comme dans d'autres (usage citoyen de l'informatique) de préserver un certain nombre d'actions du marché en réservant certaines actions à des services publics ou des organisations à caractère non lucratif. Ceci est envisageable dès lors que ceux-ci répondent à des besoins de société auxquels ne peuvent répondre des entreprises privées. Par exemple, les crèches familiales gérées de façon participative avec les parents ne remplissent pas du tout les mêmes fonctions que les garderies privées mises en place pour faire du business.

⁴⁶ Voir pour plus de détails le site www.associations-citoyennes.net

Multiplier les actions porteuses d'alternatives sur le terrain

En 2008, lors d'une soirée débat « que faire face à la première crise financière ? », Chico WHITAKER, avait appelé à agir en dehors du système et créer une nouvelle dynamique, reposant sur d'autres logiques, d'autres façons de faire. Il avait proposé d'engager un vaste mouvement vers des comportements économiques alternatifs (argent, épargne, consommation, façon de vivre).

De nombreuses expériences porteuses d'alternatives allant dans ce sens sont déjà mises en œuvre sur le terrain, dans différents domaines : l'économie solidaire, bien sûr, mais aussi la consommation responsable, l'économie solidaire, les monnaies locales, l'éducation, l'action culturelle, la solidarité (du local à l'international), la lutte contre les discriminations, le lien social, l'information, le développement local, la participation citoyenne... Ces actions nous indiquent que beaucoup de choses sont possibles dès à présent. Il faut oser et ne pas se contenter de demi-mesures. Elles nous montrent que nous avons le pouvoir de faire avancer une autre logique.

Partant de ces réflexions, RECIT a mis en places plusieurs « parcours des alternatives » pour aller à la rencontre de porteurs d'expériences. Plus d'une centaine de personnes ont été ou sont impliqués dans ces rencontres qui sont riches d'enseignements sur les conditions de réussite et la transférabilité des actions porteuses d'alternatives.

On trouvera sur le site de RECit www.recit.net beaucoup d'éléments d'information.

15 % de citoyens sont prêts à bouger. Mais **comment convaincre les 85 % restants de la population ?** La période est extrêmement favorable pour une prise de conscience beaucoup plus large des impasses actuelles. Aujourd'hui, les gens sont ouverts. En particulier ceux qui sont « dans la panade », mais beaucoup d'autres se posent des questions sur l'avenir de notre planète, sur l'issue de la crise. Une course de vitesse est engagée pour donner aux gens les outils pour comprendre et agir au moment où ils sont réceptifs.

L'expérience de l'Argentine et d'autres pays en crise montre que la multiplication des actions porteuses d'alternatives est un des éléments essentiels de la sortie de crise.

2 Une stratégie européenne est nécessaire

L'action européenne doit se dérouler à 3 niveaux :

- à très court terme, dans le cadre des rapports de force existants et des institutions telles qu'elles sont, quelles mesures faut-il prendre pour éviter le naufrage du système ? C'est la question que devra affronter le nouveau gouvernement en mai prochain.
- dans le cadre des traités existants, quelle stratégie peut-on développer pour remettre la finance au service de la société et amorcer une transition écologique et sociale ?
- à plus long terme, comment faire émerger une Europe des citoyens sur la base d'un nouveau traité, d'un fonctionnement équilibré et démocratique des institutions européennes ?

Il est nécessaire de réfléchir simultanément avec ses 3 perspectives car en pensant court terme nous fermons des perspectives pour le long terme. Toutefois, il faut les distinguer. La difficulté du débat européen vient souvent de la confusion des horizons.

Une réforme radicale de la BCE

Le 21 décembre dernier, la Banque centrale européenne (BCE) a accordé le plus gros prêt de son histoire aux banques. Au total, 523 banques ont emprunté à la BCE près de 500 milliards d'euros pour 3 ans à un taux voisin de 1%. Face à la menace d'une grave crise bancaire, de l'ampleur de celle de 2008, la BCE joue a priori son rôle normal de prêteur en dernier ressort en refinançant ainsi les banques⁴⁷.

Mais il est inadmissible que la BCE vole au secours des banques sans exiger aucune contrepartie de ces dernières. Et surtout, il serait nécessaire que la BCE effectue ses prêts directement aux banques centrales des états membres. Comme en 2008-2009, l'argent prêté aux banques va certainement être remplacé sur les marchés à des taux élevés dans une logique purement financière.

À moyen terme, une réforme radicale de la BCE et du système bancaire est nécessaire pour remettre la finance au service de la société et d'une transition écologique et sociale. Ceci permettrait la promotion de l'intérêt général au détriment des intérêts particuliers et des institutions financières.

La BCE doit pouvoir financer directement par la création monétaire les déficits publics, afin de se libérer du carcan des intérêts cumulatifs. Ses objectifs doivent intégrer l'activité économique, l'emploi, la transition écologique, l'égalité sociale. Sa gouvernance doit être mise au service des objectifs politiques d'un autre développement de l'Europe.

⁴⁷ communiqué ATTAC France 21 déc 2011

Quelle stratégie européenne pour un gouvernement décidé à agir ?

Beaucoup de discours politiques disent qu'on ne peut rien faire, car toute solution contraire à « l'intérêt des marchés » serait aujourd'hui refusée par la plupart des pays européens et notamment l'Allemagne. Elle susciterait donc l'opposition des gouvernements conservateurs ou de ceux dominés par le social-libéralisme. Quelle stratégie peut-on développer pour dépasser ce blocage ?

Une nouvelle politique monétaire est nécessaire, en rupture avec l'emprise des marchés financiers. Un gouvernement réellement déterminé à dénouer la crise, ou obligé de le faire par sa propre situation, devra engager un bras de fer avec les autres gouvernements européens comme cela s'est fait à quelques reprises dans l'histoire de la construction européenne. Mais avec quelle stratégie ?

Un tel gouvernement devra pour cela prendre des mesures unilatérales en rupture avec les traités européens en mettant fin à l'indépendance de la Banque de France et en demandant à cette dernière de créer des euros pour financer le déficit public. Il devra également demander l'ouverture de négociations avec les autres pays européens. N'oublions pas que la France est un grand pays, « too big to fail », et qu'aucun dispositif d'exclusion de l'Union européenne n'est prévu par les traités.

D'un point de vue juridique, un tel gouvernement pourrait s'appuyer sur le « compromis de Luxembourg » qui prévoit que les États peuvent déroger aux règles européennes s'ils estiment que leur « intérêt vital » est en jeu. Cette clause dite de **l'opt out** a d'ailleurs été utilisée par certains pays européens (le Royaume-Uni, la Pologne, la République tchèque) pour refuser l'application de la Charte des droits fondamentaux intégrée au traité de Lisbonne.

Si les mesures prises sont réellement destinées à développer le bien du plus grand nombre, le gouvernement pourra s'adresser aux peuples européens en tenant un discours tourné vers la construction d'une Europe démocratique et sociale et en expliquant qu'il refuse que les populations payent le prix de la crise. Nul doute que l'écho en serait important et permettrait de créer un rapport de forces au niveau européen.

La fausse solution du fédéralisme européen

La thèse du fédéralisme est bien exposé par Alain Duhamel (Libération du 17 novembre 2011). « *A partir du moment où les dix-sept pays qui forment la zone euro partagent une monnaie, ils se trouvent, qu'ils le veuillent ou non, en position de solidarité obligatoire. Avec la crise des dettes souveraines, la question des moyens institutionnels impose des réponses immédiates. Dans ces conditions la question du fédéralisme européen refait surface. Elle est évoquée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, par le SPD et les Verts allemands, au sein même de l'UMP. Au PS, à Europe Ecologie, beaucoup y réfléchissent. Bien entendu, ce retour ne se fait pas sans ambiguïtés. Les uns pensent exclusivement à un fédéralisme économique, d'autres à un fédéralisme également politique.*

Le pire serait de s'engager dans des débats sémantiques. L'urgence n'est pas d'écrire un dictionnaire européen mais de dégager les moyens financiers et les procédures politiques permettant de faire face aux épisodes violents qui se succèdent. Ces choix peuvent et doivent être accélérés par la violence même de la crise. Pour répliquer, il faut une initiative franco-germanique au sein des Dix-Sept : l'Europe à deux vitesses est déjà née de la crise des dettes souveraines. Pour les Dix-Sept, il faut imaginer un mode de décision à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité, une délégation de pouvoir à un responsable de la politique financière (budgétaire et en partie fiscal) et des ressources permettant de dissuader la spéculation : eurobonds, emprunts européens ou statuts bancaires pour le fond de stabilité financière⁴⁸.

La faiblesse du projet fédéral est de ne pas analyser les causes de la crise et de ne pas s'attaquer à ses fondements, à savoir la prise du pouvoir par les institutions financières au niveau mondial et européen et ses conséquences sur le recul de la démocratie et des solidarités. Réalisé dans l'urgence et en dehors de tout projet politique, le fédéralisme européen ne peut être qu'un alignement sur les positions allemandes elles-mêmes dictées par les institutions financières. Autant dire qu'on ne change rien.

Il est nécessaire de mieux coordonner les politiques économiques, sociales et culturelles mais de façon démocratique, avec des débats au niveau national et européen (voir page suivante).

⁴⁸ La querelle du fédéralisme européen, Alain Duhamel, Libération du 17 novembre 2011

3 Ce que peut faire un gouvernement français conséquent

Taxer les transactions financières

La mise en place d'une taxe sur les transactions financières est une revendication d'ATTAC depuis son origine.

Aujourd'hui, l'idée est reprise au plus haut niveau, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy mais le contenu n'est pas le même. D'un côté, une simple taxe, ou plutôt une assurance, des banques pour les banques en cas de crise, de l'autre, une taxe consacré à des enjeux globaux, qui permet d'entrevoir un début de redistribution des richesses au niveau mondial ou de révolution écologique. C'est cette dernière qui est nécessaire. L'utilisation d'une telle taxe doit faire l'objet d'un débat démocratique.

Alors que les financements nécessaires à la lutte contre le changement climatique et ses conséquences ne cessent d'être réévalués à la hausse et que les objectifs de réduction de la pauvreté dans le monde sont sous-financés, une taxe sur les transactions financières doit permettre à la solidarité internationale de changer d'échelle. Au moment où les coupes budgétaires dans les pays du Nord affectent les budgets de l'aide au développement, une telle taxe permettrait de tenir les engagements internationaux en faveur du développement.

Il serait nécessaire que les pays du G20, s'engagent en faveur d'une taxe mondiale de 0,05%, au minimum, sur l'ensemble des transactions financières, ce qui pourrait rapporter au moins 500 milliards de dollars par an. Mais dans un premier temps l'Europe peut adopter une taxe à son niveau en demandant que celle-ci soit reprise par les autres pays du monde.

Il est possible d'envisager l'instauration d'une taxe au niveau national pour faire pression sur l'Europe et pour amorcer négociation, mais certains pensent que cela n'est possible qu'à un niveau très faible : cela représenterait 500 millions d'euros, une goutte d'eau à l'échelle des échanges⁴⁹.

⁴⁹ Pascal Canfin, interview dans Télérama du 25 janvier 2012

Mettre hors-la-loi les paradis fiscaux⁵⁰

Après 3 ans de crise, les paradis fiscaux n'ont jamais été aussi puissants. La communauté internationale s'est bornée à dresser des listes de territoire ne coopérant pas avec l'OCDE. Malgré les déclarations fracassantes, aucune mesure concrète n'a été prise.

Des mesures concrètes et efficaces sont possibles de toute urgence. Elles ne sont coûteuses que pour les fraudeurs.

- interdiction par une loi ou une directive communautaire de s'installer dans un paradis fiscal, de s'y maintenir ou de conserver des relations financières
- obligation pour les banques, assurances et autres sociétés ou contribuables de déclarer dans leurs comptes l'intégralité des engagements, des écritures et des comptes passés directement ou par l'intermédiaire de filiales.
- sanctions contre les sociétés qui ne respectent pas ces obligations juridiques comptables et fiscales : pénalités dissuasives, interdiction d'accéder aux marchés publics, aux aides publiques et à l'épargne publique (cotation en bourse)

Les paradis fiscaux doivent être définis par des critères concernant non seulement la coopération entre autorités judiciaires et fiscales, mais par les dérogations fiscales qu'ils accordent et par l'étendue du secret bancaire.

⁵⁰ Source : Supprimer les paradis fiscaux : oui pourquoi, comment ? Union syndicale solidaire mars 2009 <http://www.sudptt.org/IMG/pdf/paradisfiscaux10032009.pdf>

Reprendre le contrôle des banques, sécuriser les activités de dépôt

Les banques jouent un rôle central dans le fonctionnement de l'économie. Elles ont été sauvées lors de la crise financière de 2008 par l'intervention des États. Or, le paradoxe, c'est qu'elles n'ont jamais été aussi puissantes. Les gouvernements, en particulier en France, ont aidé les banques sans aucune contrepartie. Les banques en ont profité pour se restructurer et pour se refaire une santé financière, y compris en spéculant sur la dette des États. Dans cette situation, il est nécessaire de reprendre le contrôle des banques. La création monétaire qu'elles opèrent en accordant des crédits ne peut être laissée dans les mains des actionnaires privés et décidée suivant des critères de rentabilité financière.

Instaurer un contrôle public démocratique sur les banques

L'activité des banques doit être tournée vers le financement de l'activité productive visant prioritairement la satisfaction des besoins sociaux et la transformation écologique de la société. Ces mesures supposent de déprivatiser le système bancaire et d'instaurer sur les banques un contrôle public démocratique. Une nationalisation qui laisserait en l'état le système bancaire actuel serait sans effet sur sa place et son rôle dans la société. C'est à sa refondation et à sa socialisation qu'il faut s'attacher, et ce à l'échelle européenne, en commençant peut-être au niveau national.

Séparer les activités de dépôt et d'investissement

En particulier, il n'est pas admissible que les dépôts des épargnants servent d'abord à jouer sur les marchés financiers, avec des espoirs de gains rapides mais risqués, au lieu de financer le crédit aux particuliers et aux entreprises. On voit même aujourd'hui une situation où les banques ferment le robinet du crédit pour pouvoir continuer à jouer, espérant « se refaire » comme en 1929.

Plusieurs voix s'élèvent, y compris en Angleterre, avec le gouvernement Cameron, et en Allemagne, pour séparer les activités de dépôt et d'investissement. C'est effectivement une première étape indispensable. La garantie d'État ne devrait s'appliquer dans ces conditions qu'aux activités de dépôts.

Redonner une réalité aux banques régionales et au mutualisme

La concentration bancaire a atteint un niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette concentration apparaît aujourd'hui comme une source de fragilité. Par ailleurs, le « too big to fail » (une grande banque est trop grosse pour faire faillite), est la garantie donnée aux banquiers qu'ils seront sauvés quoi qu'ils fassent et les incite à prendre tous les risques, car le contribuable paiera. Au « too big to fail » doit succéder le « too big to exist ». Les conglomérats bancaires doivent être démantelés.

D'une part, il faut redonner une réalité aux banques régionales dont la finalité était naguère de contribuer à l'aménagement du territoire et à la réutilisation sur place de l'épargne locale.

D'autre part, il faut redonner aux banques mutualistes tout leur sens, en revenant aux principes fondateurs du mutualisme au niveau des caisses locales et des caisses régionales. Certaines banques comme le Crédit mutuel sont sans doute moins loin de ce retour aux sources que d'autres comme le Crédit agricole.

Sortir la dette publique des mains des marchés financiers

Les États sont obligés aujourd'hui d'emprunter sur les marchés financiers. C'est, comme on l'a vu, le résultat d'une politique délibérée.

L'Union européenne se place ainsi volontairement sous l'emprise des marchés financiers. Il faut rompre radicalement avec cette situation et mettre en œuvre une nouvelle politique monétaire. La BCE et les banques centrales nationales doivent pouvoir financer directement par création monétaire, les déficits publics. Elles doivent pouvoir le faire à partir d'objectifs économiques, sociaux et écologiques démocratiquement débattus et décidés. La BCE doit pouvoir racheter le stock de la dette existant qui n'aurait pas été annulé suite à l'audit citoyen (voir début 4^{ème} partie). Il ne s'agit que d'amplifier une politique qu'elle mène depuis la crise (depuis mai 2010, la BCE a acheté 207 milliards d'euros sur le marché secondaire).

Cette nouvelle politique monétaire suppose deux conditions. D'une part, l'indépendance de la BCE et celle des banques centrales nationales doivent être remises en cause (voir proposition suivante). D'autre part, les politiques économiques européennes doivent être réellement coordonnées afin d'éviter le chacun pour soi. La politique monétaire doit redevenir l'objet de débats politiques et de décisions démocratiques au niveau national comme au niveau européen.

Les opposants à cette mesure brandissent le spectre de l'inflation. Mais il s'agit au contraire, face à la fuite en avant d'une création monétaire incontrôlée par les banques (500 milliards d'euros fin décembre) d'instaurer une création monétaire politiquement et démocratiquement contrôlée, mise au service d'activités productives nouvelles et non de la spéculation. Par ailleurs, un peu d'inflation pourrait d'ailleurs aider au désendettement des ménages – il faudrait toutefois pouvoir garantir leur pouvoir d'achat – ainsi qu'à celui des entreprises. Avec la récession qui se développe en Europe, le danger n'est pas l'inflation mais la déflation qui entraîne l'économie dans un cycle dépressif. Le dogme anti-inflationniste de la BCE répond avant tout aux exigences du capital financier dont l'inflation érode les revenus.

Interdire les produits financiers à risque systémique et la sur assurance

Les produits dérivés ont amplement montré leur dangerosité depuis 4 ans. Il est inadmissible que rien ne soit fait pour remédier à la situation.

Autant il est légitime que l'acheteur sur un marché à terme se prémunisse contre les aléas liés à son achat, autant il est illégitime qu'il se sur-assure (rappelons que la faillite Lehman Brothers a été assurée 50 fois), ou qu'ils prennent des assurances sur des biens qu'ils n'achètent pas (source de toutes les manipulations).

On peut envisager divers procédés pour y parvenir :

- rendre obligatoire le passage des contrats à terme par une chambre de compensation qui enregistre les transactions, leur donner une publicité d'éveil au respect des lois
- interdire la souscription de CDS (voir première partie) par les banques qui sont en affaires avec un client en considérant qu'il s'agit d'un délit d'initié
- prévoir des sanctions dissuasives pour ceux qui les pratiquent dans l'accès aux aides publiques, aux marchés publics et dans leur fiscalité.
- considérer que les contentieux relatifs aux CDS relèvent des dettes de jeu et ne sont pas opposables devant des tribunaux (proposition de Paul Jorion)

Bien évidemment, il est difficile de parvenir d'emblée à des règles généralisées au niveau mondial. C'est pourquoi des mesures unilatérales de l'Europe ou de la France seront nécessaires pour indiquer la voie et amorcer une négociation.

En résumé : les propositions de Jean Gadrey

À court terme (dès 2012)

- 1) **obliger la BCE à prêter directement aux États** en difficulté et annuler la partie illégitime de leurs dettes sur la base d'audits citoyens. Cela couperait les ailes aux marchés et à leurs agences. On y viendra, sauf éclatement dramatique de l'Europe⁵¹.
- 2) **Une réforme fiscale** réduisant fortement les écarts de revenu et de patrimoine, par le bas et par le haut. Cela s'est fait dans le passé, en France comme aux Etats-Unis⁵².
- 3) **Une séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt.** L'idée progresse nettement.
- 4) **Une taxation des transactions financières** en commençant par l'UE. On y vient, pas assez vite.
- 5) **L'interdiction des produits financiers à risques systémiques** ou revenant à faire des paris sur les cours de biens essentiels ou sur les pertes d'autrui. On y vient, trop lentement.

À moyen terme (2012-2014 et au-delà)

- 1) **Socialiser les banques ou les nationaliser/démocratiser** pour les mettre en dehors de tout pouvoir d'actionnaires privés. La monnaie et le crédit comme biens publics.
- 2) **Des mesures (à débattre) de contrôle des mouvements de capitaux**
- 3) **En finir avec les paradis fiscaux** en s'appuyant au départ sur la reprise en main des banques nationales et européennes
- 4) **Une politique de partage du travail** (décent) et de création d'emplois d'utilité écologique et sociale mettant fin aux impacts sociaux délétères du chômage (propositions de P. Larrourou)

⁵¹ En cas de refus dans l'immédiat, des solutions nationales existent, sans quitter l'UE ni l'euro. On en trouve dans le livre de J. Généreux « Nous, on peut ! » (p. 121 et suiv. et p. 99-100) et dans les propositions d'Alain Grandjean.

⁵² On peut en attendre, sans invoquer la croissance, 100 milliards d'euros par an pour revenir à une dette raisonnable et pour les investissements matériels et humains d'une transition écologique et sociale créatrice d'emplois

Conclusion provisoire

En conclusion, ce rassemblement de quelques extraits d'articles récents montre qu'il est possible d'agir à condition d'en avoir la volonté politique, à condition également que les citoyens se mobilisent pour faire pression sur les gouvernements et sur l'Europe.

Cette action est vitale dans la mesure où, tels des vampires, les institutions financières sont en train de saigner à blanc les pays d'Europe pour continuer quelque temps encore à accumuler des profits Profits dont elle ne savent d'ailleurs que faire, même si cela conduit assez rapidement à leur propre mort. Les institutions financières vivent dans l'inconscience de leur responsabilité et des conséquences de leur action.

Nous approchons du moment où cette situation devient inacceptable aux yeux du plus grand nombre.

Mais les mesures qui sont proposées ne constituent pas un tout cohérent. Il n'y a pas de solution purement financière à la crise financière, car la crise est globale. C'est tout autant une crise de société une crise démocratique, sociale, culturelle et alimentaire pour les pays du Sud qu'une crise purement économique et financière.

De même que seule la deuxième guerre mondiale a permis de sortir de la crise de 29, seule une révolution écologique permettra de sortir du marasme actuel. Ce n'est pas la relance de la croissance qui permettra de le faire, ni la croissance verte.

C'est pourquoi il est nécessaire de poursuivre cette réflexion sous un autre angle, en se posant la question « pourquoi la crise écologique, comment s'en sortir ? ».

Pour des raisons de délais il paraît préférable de publier ce premier fascicule, mais il est nécessaire d'annoncer la suite de l'histoire.

Table des matières

Pourquoi	1
la crise financière,	1
comment s'en sortir ?.....	1
Première partie : éléments pour comprendre.....	7
1 Historique de la crise financière.....	9
L'accélération du rythme des crises.....	10
La dérégulation et le néolibéralisme triomphants depuis les années 80	11
Les mécanismes de la création monétaire.....	12
Conséquences :	13
le développement de la dette publique	13
et la création de vastes marchés obligataires.....	13
La dérégulation des années 70 suscite le développement des marchés à	14
terme	14
et des produits dérivés.....	14
<i>Marchés à terme.....</i>	<i>14</i>
<i>Produits dérivés.....</i>	<i>14</i>
Première étape de la crise actuelle : la bulle des prêts immobiliers	16
américains.....	16
La crise des subprimes en 2006.....	17
Les États-Unis vivent à crédit depuis 30 ans.....	18
L'extension de la crise : titrisations et millefeuilles....	19
<i>Un exemple.....</i>	<i>19</i>
Les millefeuilles ou CDO.....	20
2e étape de la crise : fin 2008, la faillite de Lehman Brothers et	21
l'assèchement du crédit.....	21
Qu'est-ce qu'un CDS ?.....	22
Goldman Sachs et CIT : comment les institutions financières	23
dominantes manipulent les marchés.....	23
Le rôle des agences de notation.....	24
2 Comment les banques ont entraîné les États dans leur chute.....	25
Le sauvetage du secteur bancaire en 2007 2008.....	26
<i>Un sauvetage sans conditions.....</i>	<i>26</i>
<i>Les banques ont accru leurs profits.....</i>	<i>26</i>

<i>Elles se sont ensuite retournées contre les États pour exiger des taux d'intérêt beaucoup plus élevés.....</i>	26
Comment les banques ont entraîné les États dans leur chute_____	27
Les 4 causes de la dette publique en France. _____	28
1 <i>Une contre-révolution fiscale</i>	28
Les 4 causes de la dette publique en France (suite)._____	29
2 <i>L'État s'est remis entre les mains des marchés financiers.....</i>	29
Les 4 causes de la dette publique en France (suite)._____	30
3 <i>Le poids de la crise financière depuis 2008.....</i>	30
4 <i>Les plans de sauvetage des banques.....</i>	30
3 L'austérité, solution suicidaire.....	31
« Répondre à l'inquiétude des marchés ». Mais qui sont les marchés ?	32
Comment les États se retournent vers le citoyen ordinaire_____	33
Les conséquences des politiques d'austérité_____	34
Sommet de décembre 2011 : l'austérité généralisée aggrave la récession_____	35
Des crédits sans limites et sans contrepartie pour les banques : une création monétaire incontrôlée_____	36
Pourquoi les gouvernements mènent-ils une telle politique ? _____	37
<i>L'opportunité de remettre en cause les droits sociaux.....</i>	37
<i>En finir avec l'État social.....</i>	37
4 Quelques références historiques et actuelles:.....	39
1815. L'exploit de Nathan Rothschild _____	40
La crise de 1929 aux Etats Unis _____	41
Les suites de la crise de 1929 : le New Deal et ses résultats mitigés _____	42
Comment l'Argentine s'est redressée depuis 2002 ? _____	43
Comment la Grèce a été étranglée _____	44
pour n'avoir pas su dire non _____	44
Goldmann Sachs et la Grèce _____	45
Les prêts toxiques de Dexia aux collectivités _____	46
Deuxième partie : pourquoi ?.....	47
Des mutations technologiques très rapides : la révolution de l'information et des transports_____	48
Le fanatisme de marché et ses conséquences _____	49
Une logique de marchandisation jusqu'au plus intime de nous-mêmes	50
_____	50
Les vices de construction de l'Union européenne_____	51
La crise favorise la fragmentation de l'Europe_____	52

Troisième partie : que faire pour mettre la finance au service de la société ?.....	53
1 Les citoyens et les organisations doivent se mobiliser.....	55
Se mobiliser contre la dette.....	56
<i>La mobilisation des citoyens.....</i>	<i>56</i>
<i>Agir avec les collectivités locales.....</i>	<i>56</i>
Défendre le rôle des services publics et des associations au service de l'intérêt général.....	57
<i>Proposer des politiques alternatives.....</i>	<i>57</i>
Multiplier les actions.....	58
porteurs d'alternatives sur le terrain.....	58
2 Une stratégie européenne est nécessaire.....	59
Une réforme radicale de la BCE.....	60
Quelle stratégie européenne.....	61
pour un gouvernement décidé à agir ?.....	61
La fausse solution du fédéralisme européen.....	62
3 Ce que peut faire un gouvernement français conséquent.....	63
Taxer les transactions financières.....	64
Mettre hors-la-loi les paradis fiscaux.....	65
Reprendre le contrôle des banques, sécuriser les activités de dépôt.....	66
<i>Instaurer un contrôle public démocratique sur les banques</i>	<i>66</i>
<i>Séparer les activités de dépôt et d'investissement.....</i>	<i>66</i>
Redonner une réalité aux banques régionales et au mutualisme.....	67
Sortir la dette publique des mains des marchés financiers.....	68
Interdire les produits financiers à risque systémique et la sur assurance.....	69
En résumé : les propositions de Jean Gadrey.....	70
<i>À court terme (dès 2012)</i>	<i>70</i>
<i>À moyen terme (2012-2014 et au-delà).....</i>	<i>70</i>
Conclusion provisoire.....	71
Table des matières.....	72



Pourquoi la crise financière et comment s'en sortir

En l'état, ce texte est inachevé. Il n'intègre pas les récents développements de la campagne électorale. L'objectif ici est également de donner des clés pour mieux lire la campagne. D'autre part l'actualité internationale apporte tous les jours des éléments nouveaux. Enfin ce petit document se limite volontairement à la crise financière, mais la crise est également écologique, social, culturel et démocratique. C'est aussi une crise du sens.

L'évolution actuelle nous conduit en effet à la ruine de nos économies et de nos sociétés, à la remise en cause de l'avenir de la planète, à des logiques de guerre, à la remise en cause des libertés fondamentales et de la démocratie. Face à ces graves enjeux, la mobilisation de tous sera nécessaire, face au chaos qui ne fait que commencer, pour surmonter la crise et reconstruire un monde fraternel et solidaire.

5ème Édition provisoire, achevée de rédiger le 4 février 2012

6 euros